

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 877

5 avril 2014

### SOMMAIRE

Acerta S.à r.l. ....	42056	Niraamaya International S.A. ....	42055
ADMEN International S.à r.l. ....	42056	NT & P Distribution and Training SA ....	42057
Aerojet S.A.H. ....	42056	Powergen Luxembourg Holdings S.à r.l. .....	42050
Airetsa S.A. ....	42056	Prime Credit 3 S.A. ....	42050
Analytical Bioventures S.C.A. ....	42052	QM Partnership 5, S.e.c.s. ....	42086
Apollo Feeder Golf (EU) ....	42057	Quintiles Luxembourg France Holdings .....	42088
Artano S.A. ....	42053	Sartcom S.A. ....	42091
Discovery Luxembourg 1 S.à r.l. ....	42053	Société de Financement et de Transac- tions Conseil, SOFITRA CONSEIL S.A. .....	42051
Discovery Luxembourg 3 S.à r.l. ....	42053	Société Européenne de Promotion Immo- bilière S.à r.l. ....	42055
Discovery Luxembourg 4 S.à r.l. ....	42053	Soltech Management S.à r.l. ....	42055
E.RE.A.S. Management S.à r.l. ....	42054	South Europe Infrastructure Equity Finan- ce ....	42051
European Transport Holding S.à r.l. ....	42051	Spinosa S.à r.l. ....	42050
Financière d'Investissement et d'Inspec- tion S.A. ....	42052	SRE Holding Sarl ....	42055
Gulf Delicatessen Investors S.à r.l. ....	42091	Staples Canada Luxco II S.A. ....	42051
HG Roosevelt (Luxembourg) S.à r.l. ....	42096	Staples Canada Luxco S.à r.l. ....	42051
HGR Patton (Luxembourg) S.à r.l. ....	42096	Starfrost S.à r.l. ....	42058
HRT Lux Energy S.à r.l. ....	42076	Step Invest S.A. ....	42057
Hubs S. à r.l. ....	42095	The American Mineral & Mining Holding Company S.à r.l. ....	42050
International Business Consultants S.A. .....	42054	Unite Canine Internationale Luxembourg (UCI-L) ....	42057
International Technology Solutions S.à r.l. .....	42054	Valeant International Luxembourg S.à r.l. .....	42052
Kulczyk Investments S.A. ....	42052	Winter Co 1 S.à r.l. ....	42052
Louis Vuitton Luxembourg S.à r.l. ....	42050		
Macquarie Global Real Estate Advisors (Lux) S.A. ....	42054		
MH Participations S.A. ....	42053		
Monceau Fleurs International S.A. ....	42096		
New Forest S. à r.l. ....	42054		

**Louis Vuitton Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 2, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 150.549.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.  
Maître Léonie GRETHEN  
Notaire

Référence de publication: 2014021614/12.

(140025460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

---

**Powergen Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 79.618.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.  
Maître Léonie GRETHEN  
Notaire

Référence de publication: 2014021692/12.

(140025888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

---

**Prime Credit 3 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 165.786.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.  
Maître Léonie GRETHEN  
Notaire

Référence de publication: 2014021693/12.

(140026104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

---

**The American Mineral & Mining Holding Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.  
R.C.S. Luxembourg B 142.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014023732/9.

(140028198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Spinosa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.  
R.C.S. Luxembourg B 146.834.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014023677/9.

(140027832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Staples Canada Luxco II S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 156.121.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68225 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014021769/10.

(140025936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

**Staples Canada Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 151.862.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68226 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014021771/10.

(140025742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

**Société de Financement et de Transactions Conseil, SOFITRA CONSEIL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 37.965.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014021792/11.

(140025987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

**SEIEF, South Europe Infrastructure Equity Finance, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 115.536.

Statuts coordonnés rectificatifs (en remplacement des statuts coordonnés déposés le 28 janvier 2014, référence L140017492), déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2014.

Référence de publication: 2014021801/11.

(140025627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

**European Transport Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 172.535.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014023296/12.

(140028018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

**Valeant International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 182.009.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 06 février 2014.

Référence de publication: 2014021831/10.

(140025347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

---

**Winter Co 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 176.610.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 07 février 2014.

Référence de publication: 2014021846/10.

(140025354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

---

**Analytical Bioventures S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 89.265.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 24 septembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 24 octobre 2013.

Référence de publication: 2014023135/11.

(140028002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**F2I, Financière d'Investissement et d'Inspection S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2130 Luxembourg, 23, boulevard du Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 146.882.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014023335/12.

(140028291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Kulczyk Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 126.198.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 février 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014023454/11.

(140027976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Artano S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 184.424.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023146/10.

(140028290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Discovery Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.431.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023262/10.

(140028205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Discovery Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.440.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023264/10.

(140028206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Discovery Luxembourg 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.439.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023266/10.

(140028207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**MH Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5773 Weiler-la-Tour, Schlammestee.

R.C.S. Luxembourg B 133.323.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014023556/14.

(140027784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**E.RE.A.S. Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 157.566.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023288/10.

(140028149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**I.B.C. (Luxembourg), International Business Consultants S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 51.863.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68249 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014023438/10.

(140028201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**International Technology Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 172.447.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Maître Léonie GRETHEN

*Notaire*

Référence de publication: 2014023439/12.

(140028315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Macquarie Global Real Estate Advisors (Lux) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 68.184.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13.02.2014.

Paul DECKER

*Le Notaire*

Référence de publication: 2014023519/12.

(140028629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**New Forest S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3897 Foetz, 31, rue Jean-Pierre Bicheler.

R.C.S. Luxembourg B 146.160.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023584/10.

(140028512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Niraamaya International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.  
R.C.S. Luxembourg B 82.074.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 février 2014.  
Référence de publication: 2014023587/10.  
(140027673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**SRE Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 100.000,00.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 23, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 160.795.

**EXTRAIT**

Conformément aux décisions prises par les associés de la société SRE Holding Sàrl en date du 10 février 2014, il résulte que:

- Monsieur Johan Karlsson a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014;
- Monsieur Emil Folkesson, né le 6 septembre 1983 à Nynäshamn, Suède, résidant professionnellement au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour SRE Holding Sàrl*

Référence de publication: 2014023721/17.

(140028037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**Soltech Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4831 Rodange, 296, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 174.582.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 30.01.2014*

S'est réunie ce jour l'assemblée générale extraordinaire de la société SOLTECH MANAGEMENT Sàrl

L'assemblée, décide à l'unanimité des voix:

Le transfert du siège social de la société au: 296, Route de Longwy, L-4831 RODANGE

Dont acte, fait et passé à Rodange, au siège de la société

Barbara DEY.

Référence de publication: 2014023717/13.

(140028543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**SEPI, Société Européenne de Promotion Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.  
R.C.S. Luxembourg B 159.969.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014023711/14.

(140027787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**ADMEN International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 106.312.

Fiduciaire GLACIS S.à r.l. dénonce avec effet immédiat le siège social de la société ADMEN International S.à r.l., 3, rue Nicolas Adames, L-1114 LUXEMBOURG, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le no. B106312.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG, le 17 février 2014.

Fiduciaire GLACIS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014024438/13.

(140030157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

---

**Acerta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 2.700.000,00.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 26, rue Marie-Adelaïde.

R.C.S. Luxembourg B 166.876.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2014.

Référence de publication: 2014024435/10.

(140029367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

---

**Aerojet S.A.H., Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 18.856.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014024441/10.

(140029806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

---

**Airetsa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 50.587.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 11 février 2014*

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, Président;

- Monsieur Richard SIMPSON, demeurant à «Serenity» No 8 Lancaster Ridge, Westmoreland, St James, Barbados, West Indies;

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 février 2014.

Référence de publication: 2014024450/21.

(140029353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

---



**Step Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.  
R.C.S. Luxembourg B 54.593.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER  
*Notaire*

Référence de publication: 2014024399/11.

(140028800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

---

**Unite Canine Internationale Luxembourg (UCI-L), Association sans but lucratif.**

R.C.S. Luxembourg F 5.634.

**DISSOLUTION**

L'association UCI-L n'ayant plus de membres, elle a été dissoute selon l'article 20 de la loi du 21. Avril 1928 sur les associations à but non lucratif. N'ayant pas de biens affectés, la liquidation est faite et clôturée.

Le 14.02.14.

UCI-L  
Klaus Krieger  
*Präsident*

Référence de publication: 2014024400/14.

(140028935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

---

**NT & P Distribution and Training SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-4710 Pétange, 38, rue d'Athus.  
R.C.S. Luxembourg B 88.383.

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Par jugement rendu en date du 13 février 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de:

- La société anonyme NT & P DISTRIBUTION AND TRAINING SA (RCS B88.383), avec siège social à L-4710 PETANGE, 38, rue d'ATHUS,

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné liquidateur Maître Maïka SKOROCHOD, avocat, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au Greffe du Tribunal de Commerce avant le 7 mars 2014.

Pour extrait conforme  
Maître Maïka SKOROCHOD  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2014024394/19.

(140029315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

---

**Apollo Feeder Golf (EU), Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 137.258.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014024419/10.

(140030146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

---

**Starfrost S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.592.084,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 181.805.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth of January.

Before the undersigned, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

**THERE APPEARED**

PARTNERS GROUP STARFROST LIMITED, a company limited by shares pursuant to Guernsey law, whose registered office is Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernsey, registered with the Register of Companies of the Island of Guernsey under number 57532, holding all the issued shares in the share capital of the Company,

here represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Guernsey, under private seal, on 9 January 2014.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Articles 193 and 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended (the "1915 Law"), and article 13.8 of the articles of association of the Company (the "Articles") provide that where the Company has only one Shareholder, such shareholder shall exercise the powers conferred to the general meeting of shareholders and its decisions shall be taken by resolution in writing or shall be recorded in minutes.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Starfrost S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13 - 15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, having a share capital of EUR 50,000.- and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (the "R.C.S") under number B 181.805, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 15 November 2013, whose Articles have not yet been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"). The Articles have not been amended since the incorporation of the Company.

This meeting has been scheduled with the following agenda:

*Agenda*

1. To increase the nominal value of all the shares in the share capital of the Company from one Eurocent (EUR 0.01) each to one Euro (EUR 1.-) each.
2. To create new classes of shares in the share capital of the Company and allocate the existing shares to the new classes.
3. To increase the issued share capital of the Company by an amount of twenty-five million five hundred forty-two thousand and eighty-four Euros (EUR 25,542,084.-), so as to raise it from its current amount of fifty thousand Euros (EUR 50,000) to twenty-five million five hundred ninety-two thousand and eighty-four Euros (EUR 25,592,084.-), by creating and issuing new shares, fully paid up in cash.
4. To fully amend and restate the Articles.
5. Pursuant to the restatement of the Articles, to qualify the managers of the Company.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the nominal value of all the existing five million (5,000,000) shares held by it in the share capital of the Company from one Eurocent (EUR 0,01) each to one Euro (EUR 1.-) each by the conversion of the five million (5,000,000) shares of a nominal value of one Eurocent (EUR 0,01) each into fifty thousand (50,000) shares of one Euro (EUR 1.-) each and therefore the Company's issued share capital of fifty thousand Euros (EUR 50,000.-) shall be divided into fifty thousand (50,000) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all held by the Sole Shareholder.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to create the following new classes of shares in the share capital of the Company, with such rights and obligations as set forth in the Articles:

- new class "A1" shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Class A1 Shares");
- new class "A2" shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Class A2 Shares");

- new class "A3" shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Class A3 Shares", and together with the Class A1 Shares and the Class A2 Shares, the "Class A Shares");
- new class "B1" shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Class B1 Shares");
- new class "B2" shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Class B2 Shares");
- new class "B3" shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Class B3 Shares", and together with the Class B1 Shares and the Class B2 Shares, the "Class B Shares").

Consequently, the Sole Shareholder resolves to convert the fifty thousand (50,000) existing shares it holds in the Company, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, into (i) sixteen thousand six hundred and sixty-six (16,666) Class A1 Shares, (ii) sixteen thousand six hundred and sixty-six (16,666) Class A2 Shares and (iii) sixteen thousand six hundred and sixty-eight (16,668) Class A3 Shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the issued share capital of the Company by an amount of twenty-five million five hundred forty-two thousand and eighty-four Euros (EUR 25,542,084.-), so as to raise it from its current amount of fifty thousand Euros (EUR 50,000) to twenty-five million five hundred ninety-two thousand and eighty-four Euros (EUR 25,592,084.-), by creating and issuing eight million four hundred ninety-four thousand eight hundred and sixty (8,494,860) Class A1 Shares (the "New Class A1 Shares"), eight million four hundred ninety-four thousand eight hundred and sixty (8,494,860) Class A2 Shares (the "New Class A2 Shares"), eight million four hundred ninety-four thousand eight hundred and sixty (8,494,864) Class A3 Shares (the "New Class A3 Shares", and together with the New Class A1 Shares and the New Class A2 shares, the "New Class A Shares"), nineteen thousand one hundred and sixty-seven (19,167) Class B1 Shares (the "New Class B1 Shares"), nineteen thousand one hundred and sixty-seven (19,167) Class B2 Shares (the "New Class B2 Shares"), and nineteen thousand one hundred and sixty-six (19,166) Class B3 Shares (the "New Class B3 Shares", together with the New Class B1 Shares and the New Class B2 Shares, the "New Class B Shares", and together with the New Class A Shares, the "New Shares"), each of such New Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) and such rights and obligations as set forth in the Articles.

#### *Subscription and payment*

The Sole Shareholder declares to subscribe to:

- eight million seventy-eight thousand one hundred and ninety-four (8,078,194) New Class A1 Shares, eight million seventy-eight thousand one hundred and ninety-four (8,078,194) New Class A2 Shares and eight million seventy-eight thousand one hundred and ninety-six (8,078,196) New Class A3 Shares, fully paid up by a contribution in cash of an aggregate amount of twenty-four million two hundred thirty-four thousand five hundred and eighty-four Euros (EUR 24,234,584.-), all of which shall be allocated to the share capital of the Company.

Partner Group Direct Investments 2012 (EUR), L.P. Inc., a limited partnership with separate legal personality pursuant to Guernsey law, with registered office at Tudor House, Le Bordage, St. Peter Port, Guernsey, registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1520, here represented by Mrs Arlette Siebenaler, prenamed, by virtue of a proxy hereto attached, declares to subscribe to:

- four hundred sixteen thousand six hundred and sixty-six (416,666) New Class A1 Shares, four hundred sixteen thousand six hundred and sixty-six (416,666) New Class A2 Shares and four hundred sixteen thousand six hundred and sixty-eight (416,668) New Class A3 Shares, fully paid up by a contribution in cash for an aggregate amount of one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-), all of which shall be allocated to the share capital of the Company; and
- nineteen thousand one hundred and sixty-seven (19,167) New Class B1 Shares, nineteen thousand one hundred and sixty-seven (19,167) New Class B2 Shares and nineteen thousand one hundred and sixty-six (19,166) New Class B3 Shares, fully paid up by a contribution in cash of an aggregate amount of five million seven hundred and fifty thousand Euros (EUR 5,750,000.-) of which the amount of fifty-seven thousand five hundred Euros (EUR 57,500.-) shall be allocated to the share capital of the Company and the amount of five million six hundred ninety-two thousand five hundred Euros (EUR 5,692,500.-) shall be allocated to the share premium account of the Company.

The funds corresponding to such contributions in cash in a total amount of thirty-one million two hundred and thirty-four thousand five hundred and eight-four Euros (EUR 31,234,584) are now at the disposal of the Company, proof of which has been produced to the undersigned notary.

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to fully amend and restate the Articles as follows:

**1. "Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of "Starfrost S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

## 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Board of Managers (as defined in Article 8); or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Managers.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**3. Objects.** The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Board of Managers thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Board of Managers thinks fit, except by way of public offering, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future), and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Managers thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Board of Managers incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

**4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

**5. Share capital.**

5.1 The share capital of the Company is twenty-five million five hundred ninety-two thousand eighty-four Euros (EUR 25,592,084.-) divided into:

- Eight million five hundred eleven thousand five hundred and twenty-six (8,511,526) Class A1 Shares;
- Eight million five hundred eleven thousand five hundred and twenty-six (8,511,526) Class A2 Shares;
- Eight million five hundred eleven thousand five hundred and thirty-two (8,511,532) Class A3 Shares (together with the Class A1 Shares and the Class A2 Shares, the "Class A Shares");
- Nineteen thousand one hundred and sixty-seven (19,167) Class B1 Shares;
- Nineteen thousand one hundred and sixty-seven (19,167) Class B2 Shares; and
- Nineteen thousand one hundred and sixty-six (19,166) Class B3 Shares (together with the Class B1 Shares and the Class B2 Shares, the "Class B Shares"),

with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Board of Managers, subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Board of Managers subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights, except as otherwise specified in these Articles.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

5.6 The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and subsequent cancellation of all the issued shares of one or more classes of Shares (a "Share Redemption") in the following order:

- 5.6.1 The Class B3 Shares;
- 5.6.2 The Class B2 Shares;
- 5.6.3 The Class B1 Shares;
- 5.6.4 The Class A3 Shares;
- 5.6.5 The Class A2 Shares.
- 5.6.6 The Class A1 Shares.

5.7 The share capital of the Company may be reduced through a Share Redemption following a different order, except that the repurchase and subsequent cancellation of all the issued shares of one or more classes of Class A Shares before the repurchase and cancellation of all the Class B Shares requires the consent of the Shareholders holding Class B Shares.

5.8 Upon a Share Redemption becoming effective, the holders of the Shares which are repurchased by the Company as part of the Share Redemption (the "Redeemed Shares") will be paid the Redemption Price for each Redeemed Share.

5.9 In these Articles:

5.9.1 "Interim Accounts" are management accounts of the Company;

5.9.2 "Available Amount" equals:  $(W + X + Y) - Z$  where W, X, Y and Z are the following amounts taken from the Interim Accounts without double counting:

"W" means the net profits of the Company attributable to the relevant class of Shares including carried forward profits, less any losses of the Company including carried forward losses;

"X" means any freely distributable share premium and other freely distributable reserves of the Company other than any premium included in Y;

"Y" means the amount paid up by way of par value and share premium on the Redeemed Shares;

"Z" means any sums to be placed into or retained in a non-distributable reserve pursuant to the requirements of law or these Articles;

5.9.3 "Total Redemption Amount" is such amount as is determined by resolution of the Board of Managers and approved by general meeting of the Shareholders, not exceeding the Available Amount;

5.9.4 "Redemption Price" equals

(a) the amount payable for each Redeemed Share of the relevant class as determined by the Board of Managers, provided that the total Redemption Price payable for all Redeemed Shares upon a Share Redemption must not exceed the Available Amount; or

(b) the Total Redemption Amount divided by the total number of Redeemed Shares.

## **6. Indivisibility of shares.**

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

## **7. Transfer of shares.**

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder, no Shareholder is permitted to transfer any of its Shares except:

7.2.1 in accordance with Luxembourg Law;

7.2.2 in accordance with this article 7; or

7.2.3 with the consent of the majority shareholder holding more than 50 per cent of the Shares (the "Majority Shareholder").

7.3 In case any Shareholder offers any Shares to a third party, the Majority Shareholder has the right to acquire such Shares on the same terms and conditions offered by the Shareholder. The Majority Shareholder may exercise such right within 15 Business Days after being informed by the Shareholder. The Shareholder may dispose of the Shares, provided that such disposal is in compliance with Article 7.2, if the Majority Shareholder does not exercise its right under this article 7.3 only on the same or (for the relevant buyer) less favourable terms than those notified to the Majority Shareholder.

7.4 Subject to the "Tag-Along" provisions of this article, the Majority Shareholder is entitled to transfer any Shares to any third party. Shares held by the Majority Shareholder may be syndicated by the Majority Shareholder by way of a transfer to any person provided that the Majority Shareholder retains at least 50 per cent of the Shares then in issue following such syndication, but otherwise on the terms as determined by the Majority Shareholder in its sole discretion.

### **7.5 Drag-Along**

7.5.1 If the Majority Shareholder wishes to transfer shares to one or more third persons such that the Majority Shareholder together with any other shareholder controlled or funded by funds managed or advised by Partners Group AG or its affiliates ("Partners Group") would cease to hold more than 50 per cent of the Shares following such transfer (the "Qualifying Transfer"), the other Shareholders (the "Drag-Along Shareholders") upon the election of the Majority Shareholder shall be bound and undertake to accept any offer from the purchaser of the Qualifying Transfer (the "Drag-Along Buyer") to sell a pro rata amount of each class of Shares held by the other Shareholders (the "Dragged Shares").

7.5.2 If the Majority Shareholder wishes to exercise the drag-along right, the Majority Shareholder shall send to each Drag-Along Shareholder without undue delay a written notice (a "Drag-Along Notice") containing, to the extent already existing, the draft share purchase agreement of the Majority Shareholder with the Drag-Along-Buyer or a summary of the Qualifying Transfer including:

- the name and address of the Drag-Along-Buyer;
- the offered purchase price per Share;
- the terms of payment;
- any other material terms and conditions of the Drag-Along-Buyer's offer;
- the envisaged timeframe of the proposed transfer; and
- the number and class of Shares that the Majority Shareholder wishes to transfer as well as the proportion that these Shares bear to the total number of Shares held by the Majority Shareholder (the "Majority Shareholder Proportion").

7.5.3 On the date as is notified to the Drag-Along Shareholders by the Majority Shareholder, each Drag-Along Shareholder shall transfer its Dragged Shares to the Drag-Along Buyer at an economic equivalent value and on the same terms and conditions as those of the transfer by the Majority Shareholder as applicable to the Shares held by the Drag-Along Shareholders and subject to any agreements to the contrary as consented by the Drag-Along Shareholders, subject only to the receipt of the purchase price.

7.5.4 This article shall not apply to a transfer to:

- any corporate or non-corporate entity directly or indirectly controlled or funded by any funds advised and/or managed by Partners Group;
- any person controlled by or Affiliated with Partners Group; and
- any fund or investment vehicle or scheme advised and/or managed by Partners Group (each such Transfer, a "PG Related Party Transfer").

7.5.5 For the purposes of this article 7.5, "Affiliate" shall mean when used (i) with reference to a specified person who is not an individual, any person who is the specified person's affiliate within the meaning of section 15 German Stock

Corporation Act (Aktengesetz) and (ii) with reference to a specified person who is an individual, shall mean any person who is connected with the specified person within the meaning of section 15 of the German Tax Code (Abgabenordnung).

#### 7.6 Tag-Along

7.6.1 No Qualifying Transfer shall be made by the Majority Shareholder unless the purchaser(s) shall have made an offer to acquire a pro rata amount of each class of Shares held by the other Shareholders, at an economic equivalent value, on substantially the same terms and conditions and at the same time as the Majority Shareholder. For this purpose, the Majority Shareholder will provide a notice in writing to the other Shareholders (each a "Tag-Along Shareholder") to inform them about the intended transfer (the "Tag-Along Notice"); with respect to the contents of such Tag-Along Notice, article 7.5.2 shall apply mutatis mutandis.

7.6.2 Within 15 business days of receipt of the Tag-Along Notice, each Tag-Along Shareholder may request the Majority Shareholder in writing that a proportion of its Shares in each class of Shares equal to the Majority Shareholder Proportion (the "Tag-Along Shares") shall be transferred at an economic equivalent value and on the same terms and conditions as those applicable to the Majority Shareholder as applicable to the Shares held by the Tag-Along Shareholders and subject to any agreements to the contrary as consented by the Tag -Along Shareholders.

7.6.3 If a Tag-Along Shareholder fails to timely notify the Majority Shareholder in writing of its intention to sell the Tag-Along Shares, it can no longer demand the sale of its Tag-Along Shares to the buyer named in the Tag-Along Notice.

7.6.4 If the Majority Shareholder sells Shares in one or more transactions which have not yet resulted in a Qualifying Transfer and the Majority Shareholder agrees on a transfer which results in a Qualifying Transfer, the Tag-Along Shareholders have the right to demand to be put in the same economic position they would have been if the Tag-Along Shareholders had the tag-along right pursuant to this article in the previous sales, in particular the right to sell its Shares equal to the Majority Shareholder Proportion sold until the transfer of the Qualifying Transfer.

7.6.5 This article 7.6 shall not apply to a PG Related Party Transfer.

7.7 Any transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

### 8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers (the "Managers") who need not be Shareholders and who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, references in these Articles to the Board of Managers shall apply mutatis mutandis.

8.3 If the Company has at the relevant time more than one Manager, the Managers will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers") and the Managers shall be divided into two categories, respectively denominated the "Category A Managers" and the "Category B Managers".

8.4 The Managers shall be nominated for appointment by the Majority Shareholder in writing.

8.5 Notwithstanding the right of the Shareholders to dismiss any Manager, the Shareholder who nominates for appointment a Manager shall be entitled to request the dismissal of such Manager, to be decided by the Shareholders' Meeting, at any time and for any reason and with or without notice.

8.6 A Manager may resign by giving written notice to the Company.

**9. Powers of the managers.** The Board of Managers may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

**10. Representation.** Towards third parties, the Company shall be bound by the signature of the sole Manager, provided however that in the event that different classes of Managers have been appointed by the meeting of the shareholders of the Company (the "Shareholders' Meeting"), the Company will be bound by the joint signature of any two Managers, one of which must be a Category A Manager and the other a Category B Manager, or by the signature of any person to whom such power has been delegated either by the sole Manager, by a Category A Manager and a Category B Manager jointly or by the Board of Managers.

**11. Agent of the managers.** The Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

### 12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman. Other persons can be invited to participate in the meeting.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative, or in case of urgency duly justified in the resolutions taken by the Board Meeting.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board

Meeting, provided that that any Category A Manager may only be represented by another Category A Manager and any Category B Manager may only be represented by another Category B Manager. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that at least half of the Managers are physically present or represented, provided that at least one Category A Manager and one Category B Manager are present or represented (the "Quorum").

12.4 If the Quorum is not present at a meeting, a Board Meeting with the same agenda is to be called observing the same convening requirements and in respect of which the Quorum requirement will not apply.

12.5 Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority of the Managers present or represented. The chairman shall not have a casting vote.

12.6 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of Managers (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.7 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.8 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by the chairman.

### **13. Shareholders' resolutions.**

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than 50 per cent of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A Shareholders' Meeting may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.9 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8. and the above provisions of Article 13.9., irrespective of whether all shareholders have voted or not.

13.10 If the Company has at the time a sole Shareholder, the sole Shareholder exercises the powers granted to the Shareholders' Meeting.

### **14. Business year.**

14.1 The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> October and ends on the 30<sup>th</sup> September of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 30<sup>th</sup> September (all dates inclusive).



14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law on the first Friday in March at 14:00.

### **15. Distributions on shares.**

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The holders of Shares are entitled to the following fixed annual dividends:

15.3.1 the holders of the Class B Shares shall be entitled to a preferred cumulative dividend (the "B Preferred Dividend") per Class B Share, which shall accrue on a daily basis until and including 30 September 2015 and, thereafter, shall accrue until the end of each financial year (the "Accrual Periods") on each Class B Share at a rate of 9.75% per annum, computed on a 365/366-day year and the actual number of days elapsed, of the sum of (i) the nominal value of a Class B Share, (ii) any share premium additionally paid up on such Class B Share and (iii) the amount of any B Preferred Dividend accrued but unpaid in respect of any previous Accrual Periods.

For the avoidance of doubt, distributions from the profits and other distributable amounts will first be made in respect of such B Preferred Dividend. If the profits of the Company for the relevant financial year are not sufficient to fully pay the B Preferred Dividend, any shortfall amount shall be in priority be paid from the profits of the following financial years.

15.3.2 The holders of Class A1 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.30% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

15.3.3 Then the holders of Class A2 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.25% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

15.3.4 Then the holders of Class A3 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.20% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

15.3.5 Then the holders of Class B1 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.15% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

15.3.6 Then the holders of Class B2 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.10% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

15.3.7 Then the holders of Class B3 Shares shall be entitled to receive the remaining or if the Class B3 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class B2 Shares; or if the Class B2 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class B1 Shares; or if the Class B1 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class A3 Shares; or if the Class A3 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class A2 Shares; or if the Class A2 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class A1 Shares.

15.4 For the avoidance of doubt, the payments to be made under this article are to be made on a pari passu basis between the holders of the relevant class of Shares.

15.5 If the dividends referred to above are not declared or paid during one or more particular years, the fixed dividends shall continue to accrue.

15.6 In any case, the dividends can only be distributed and Shares redeemed to the extent that the Company has distributable sums within the meaning of 1915 Law and in accordance with the applicable provisions of the Articles.

15.7 The Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

### **16. Dissolution and liquidation.**

16.1 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

16.2 The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, shall be distributed in the following order:

16.2.1 the holders of the Class B Shares shall be entitled to an amount equal to any accrued and unpaid B Preferred Dividend, if any, in proportion to their holding of Class B Shares;

16.2.2 the holders of the Class B Shares shall be entitled to the reimbursement of the share premium paid on the Class B Shares and of the nominal value of the Class B Shares;

16.2.3 the holders of the Class A Shares shall be entitled to the reimbursement of the nominal value of the Class A Shares; and

16.2.4 the remainder if any, shall be distributed to the holders of the Class A Shares.

### **17. Interpretation and Luxembourg law.**

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

(c) one gender shall include each gender;

(d) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(e) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(f) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law and in particular by the 1915 Law."

#### *Fifth resolution*

Further to the restatement of the Articles, the Sole Shareholder resolves that the managers of the Company be qualified as follows:

- Mr. Roland Roffler, Category A Manager;
- Mr. Sergio Raposo, Category A Manager;
- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., Category B Manager.

#### *Costs and expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 7,000.-.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung**

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den zehnten Tag des Monats Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Carlo Wersandt, Notar ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, stellvertretend für Maître Henri Hellinckx, Notar ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

#### **IST ERSCHIENEN**

PARTNERS GROUP STARFROST LIMITED, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (company limited by shares) nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz in Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernsey, eingetragen im Gesellschaftsregister der Insel Guernsey unter der Nummer 57532, welche alle ausgegebenen Anteile im Kapital der Gesellschaft hält,

hier vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Privatangestellte, beruflich ansässig in Luxemburg, gemäß einer am 9. Januar 2014 in Guernsey erteilten privaten Vollmacht.

Die Vollmacht bleibt nach Zeichnung ne varietur durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Gemäß den Artikeln 193 und 200-2 des Luxemburger Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner jeweils geltenden Fassung (das "Gesetz von 1915") und Artikel 13.8 der Satzung der Gesellschaft (die "Satzung"), soweit die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter die der Gesellschafterversammlung zugeteilten Befugnisse ausüben und seine Beschlüsse werden in schriftlichen Beschlüssen oder in einem Protokoll festgehalten.

Die Erschienene ist die alleinige Gesellschafterin (die "Alleinige Gesellschafterin") von Starfrost S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 13 - 15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 50.000,- und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (dem "R.C.S.") unter der Nummer B 181.805, gegründet durch eine notarielle Urkunde von Maître Henri Hellinckx, Notar ansässig in Luxemburg, vom 15. November 2013, deren Satzung noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (dem "Mémorial C") veröffentlicht wurde. Die Satzung wurde seit der Gründung der Gesellschaft nicht mehr geändert.

Diese Versammlung hat folgende Tagesordnung:

#### *Tagesordnung*

1. Erhöhung des Nennwerts aller Anteile am Gesellschaftskapital von je einem Eurocent (EUR 0,01) auf je einen Euro (EUR 1,-).
2. Schaffung neuer Kategorien von Anteilen am Gesellschaftskapital und Zuordnung bestehender Anteile zu den neuen Kategorien.
3. Erhöhung des ausgegebenen Gesellschaftskapitals um einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Millionen fünfhundertzweiundvierzigtausendvierundachtzig Euro (EUR 25.542.084,-), um es durch die Schaffung und Ausgabe neuer, durch Bareinlage vollständig eingezahlter Anteile von seinem gegenwärtigen Betrag von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) auf fünfundzwanzig Millionen fünfhundertzweiundneunzigtausendvierundachtzig Euro (EUR 25.592.084,-) zu erhöhen.
4. Vollständige Änderung und Umformulierung der Satzung.
5. Bezeichnung der Geschäftsführer im Anschluss an die Umformulierung der Satzung.

Die Erschienene, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert, ersucht den Notar, folgende Beschlüsse zu beurkunden:

#### *Erster Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, den Nennwert aller bestehenden fünf Millionen (5.000.000) Anteile, welche sie am Gesellschaftskapital der Gesellschaft hält, von je einem Eurocent (EUR 0,01) auf je einen Euro (EUR 1,-) zu erhöhen, mittels der Umwandlung der fünf Millionen (5.000.000) Anteile mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01) in fünfzigtausend (50.000) Anteile zu je einem Euro (EUR 1,-) und deshalb wird das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) in fünfzigtausend (50.000) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-), alle gehalten von der Alleinigen Gesellschafterin, aufgeteilt sein.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, folgende neuen Kategorien von Anteilen am Gesellschaftskapital zu schaffen, mit den in der Satzung ausgelegten Rechten und Verpflichtungen:

- neue Anteile der Kategorie "A1" mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die "Gesellschaftsanteile der Kategorie A1");
- neue Anteile der Kategorie "A2" mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die "Gesellschaftsanteile der Kategorie A2");
- neue Anteile der Kategorie "A3" mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die "Gesellschaftsanteile der Kategorie A3", und zusammen mit den Gesellschaftsanteilen der Kategorie A1 und den Gesellschaftsanteilen der Kategorie A2, die "Gesellschaftsanteile der Kategorie A");
- neue Anteile der Kategorie "B1" mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die "Gesellschaftsanteile der Kategorie B1");
- neue Anteile der Kategorie "B2" mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die "Gesellschaftsanteile der Kategorie B2");
- neue Anteile der Kategorie "B3" mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die "Gesellschaftsanteile der Kategorie B3", und zusammen mit den Gesellschaftsanteilen der Kategorie B1 und den Gesellschaftsanteilen der Kategorie B2, die "Gesellschaftsanteile der Kategorie B").

Folglich beschließt die Alleinige Gesellschafterin, die fünfzigtausend (50.000) bestehenden Anteile, welche sie an der Gesellschaft hält, mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-), in (i) sechzehntausendsechshundertsechundsechzig (16.666) Gesellschaftsanteile der Kategorie A1, (ii) sechzehntausendsechshundertsechundsechzig (16.666) Gesellschaftsanteile der Kategorie A2 und (iii) sechzehntausendsechshundertachtundsechzig (16.668) Gesellschaftsanteile der Kategorie A3, mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-), umzuwandeln.

#### *Dritter Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag von fünfundzwanzig Millionen fünfhundertzweiundvierzigtausendvierundachtzig Euro (EUR 25.542.084,-) zu erhöhen, um es von seinem gegenwärtigen Betrag von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) auf fünfundzwanzig Millionen fünfhundertzweiundneunzigtausend vierundachtzig Euro (EUR 25.592.084,-) zu erhöhen durch die Schaffung und Ausgabe von acht Millionen vierhundertvierundneunzigtausendachtundsechzig (8.494.860) Gesellschaftsanteilen der Kategorie A1 (die

"Neuen Gesellschaftsanteile der Kategorie A1"), acht Millionen vierhundertvierundneunzigtausendachthundertsechzig (8.494.860) Gesellschaftsanteilen der Kategorie A2 (die "Neuen Gesellschaftsanteile der Kategorie A2"), acht Millionen vierhundertvierundneunzigtausendachthundertvierundsechzig (8.494.864) Gesellschaftsanteilen der Kategorie A3 (die "Neuen Gesellschaftsanteile der Kategorie A3", und zusammen mit den Neuen Gesellschaftsanteilen der Kategorie A1 und den Neuen Gesellschaftsanteilen der Kategorie A2, die "Neuen Gesellschaftsanteile der Kategorie A"), neunzehntausendeinhundertsiebenundsechzig (19.167) Gesellschaftsanteilen der Kategorie B1 (die "Neuen Gesellschaftsanteile der Kategorie B1"), neunzehntausendeinhundertsiebenundsechzig (19.167) Gesellschaftsanteilen der Kategorie B2 (die "Neuen Gesellschaftsanteile der Kategorie B2") und neunzehntausendeinhundertsechsunndsechzig (19.166) Gesellschaftsanteilen der Kategorie B3 (die "Neuen Gesellschaftsanteile der Kategorie B3", zusammen mit den Neuen Gesellschaftsanteilen der Kategorie B1 und den Neuen Gesellschaftsanteilen der Kategorie B2, die "Neuen Gesellschaftsanteile der Kategorie B"), und zusammen mit den Neuen Gesellschaftsanteilen der Kategorie A, die "Neuen Anteile"), mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) und mit den in der Satzung ausgelegten Rechten und Verpflichtungen.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Die Alleinige Gesellschafterin erklärt, folgende Anteile zu zeichnen:

- Acht Millionen achtundsiebzigtausendeinhundertvierundneunzig (8.078.194) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie A1, acht Millionen achtundsiebzigtausendeinhundertvierundneunzig (8.078.194) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie A2 und acht Millionen achtundsiebzigtausendeinhundertsechsunndsechzig (8.078.196) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie A3, vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von vierundzwanzig Millionen zweihundertvierunddreißigtausendfünfhundertvierundachtzig Euro (EUR 24.234.584,-), welche allesamt in das Gesellschaftskapital der Gesellschaft eingezahlt werden.

Partners Group Direct Investments 2012 (EUR), L.P. Inc., eine Kommanditgesellschaft mit eigener Rechtspersönlichkeit gemäß dem Recht von Guernsey, mit Sitz in Tudor House, Le Bordage, St. Peter Port, Guernsey, eingetragen im Register der Kommanditgesellschaften der Insel Guernsey unter der Nummer 1520, hier vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, vorgenannt, aufgrund einer Vollmacht welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt, erklärt, folgende Anteile zu zeichnen:

- Vierhundertsechzehntausendsechshundertsechsunndsechzig (416.666) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie A1, vierhundertsechzehntausendsechshundertsechsunndsechzig (416.666) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie A2 und vierhundertsechzehntausendsechshundertachtundsechzig (416.668) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie A3, vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von eine Million zweihundertfünfundzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), welche allesamt in das Gesellschaftskapital der Gesellschaft eingezahlt werden; und

- Neunzehntausendeinhundertsiebenundsechzig (19.167) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie B1, neunzehntausendeinhundertsiebenundsechzig (19.167) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie B2 und neunzehntausendeinhundertsechsunndsechzig (19.166) Neue Gesellschaftsanteile der Kategorie B3, vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von fünf Millionen siebenhundertfünfundzigtausend Euro (EUR 5.750.000,-), von denen der Betrag von siebenundfünfundzigtausendfünfhundert Euro (EUR 57.500,-) in das Gesellschaftskapital der Gesellschaft und der Betrag von fünf Millionen sechshundertzweiundneunzigtausendfünfhundert Euro (EUR 5.692.500,-) in das Aufgeldkonto der Gesellschaft eingezahlt wird.

Der Zahlungsnachweis über diese Geldleistung im Gesamtbetrag von EUR 31.234.584,- (einunddreißig Millionen zweihundertvierunddreißigtausend fünfzehnhundertvierundachtzig Euro), welche der Gesellschaft nun zur Verfügung steht, wurde dem unterzeichneten Notar erbracht.

#### *Vierter Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, die Satzung vollständig umzuändern und wie folgt neu zu formulieren:

**1. "Rechtsform und Bezeichnung der Gesellschaft.** Das gegenwärtige Dokument bildet die Satzung (im Folgenden die "Satzung") von "Starfrost S.à r.l." (im Folgenden die "Gesellschaft"), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, einschließlich des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung (im Folgenden das "Gesetz von 1915").

#### **2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Sitz der Gesellschaft (im Folgenden der "Gesellschaftssitz") ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer der Gesellschaft (wie im Artikel Erreur ! Source du renvoi introuvable. erklärt); oder

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (inner- oder außerhalb derselben Gemeinde) durch Beschluss der Gesellschafterversammlung (im Folgenden der "Beschluss der Gesellschafterversammlung") gemäß der vorliegenden Satzung (einschließlich Artikel 13.4) und der jeweils geltenden Fassung der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg, einschließlich des Gesetzes von 1915 (im Folgenden das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollte eine Situation eintreten oder als voraussehbar betrachtet werden, die die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder den ordnungsgemäßen Geschäftsverkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder sonstiger Art gefährdet, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche, ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung, eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird durch den Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft getroffen.

2.4 Geschäftsstellen oder andere Zweigniederlassungen der Gesellschaft können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

### **3. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist es:

3.1 als Investment Holding Gesellschaft zu agieren und die Geschäfte jeder Körperschaft, an der die Gesellschaft direkt oder indirekt beteiligt ist, zu koordinieren und (entweder über originäre Zeichnung, Ausschreibungen, Kauf, Austausch oder anderweitig) ganz oder teilweise Aktien, Beteiligungen, Schuldverschreibungen, Schuldscheine, Bürgschaften und andere Sicherheiten oder anderes Vermögen, die von jeder anderen Person ausgegeben oder garantiert wurden, als Kapitalanlagen zu halten, zu verkaufen, zu tauschen oder über diese zu verfügen;

3.2 alle möglichen Handelsgeschäfte auszuführen und Gewerbe zu betreiben und das gesamte Geschäft oder Teile des Geschäftes, die Liegenschaften und/oder Verbindlichkeiten jeder Person die irgendeines dieser Geschäfte ausübt, zu erwerben, abzuwickeln und auszuüben;

3.3 Geld und Vermögensmittel der Gesellschaft anzulegen oder mit diesen zu handeln, Kredite und Darlehen zu gewähren und zwar zu den Bedingungen, die von dem Rat der Geschäftsführer als angemessen erachtet werden, mit oder ohne Stellung von Sicherheiten;

3.4 Kredite in jeglicher Form aufzunehmen oder sonstige Kreditfazilitäten zu nutzen oder Gelder aufzubringen zu den Bedingungen, die von dem Rat der Geschäftsführer als angemessen erachtet werden, mit eingeschlossen, außer mittels öffentlichen Angebotes, die Ausgabe (soweit unter dem Luxemburger Recht erlaubt) von Schuldscheinen und sonstigen dauerhaften oder anderen, konvertierbaren oder nicht konvertierbaren Forderungs- oder Kapitalinstrumenten, die entweder teilweise oder vollständige Belastungen des Unternehmens oder der (bestehenden oder zukünftigen) Vermögenswerte darstellen, und diese Sicherheiten zu erwerben, einzulösen, umzuwandeln und auszulösen;

3.5 eine Beteiligung zu erwerben, zu verschmelzen, zu fusionieren, zu konsolidieren und eine Teilhaberschaft zu begründen oder eine Vereinbarung zu treffen, um Gewinne zu teilen, um Interessen zu bündeln, um zu kooperieren, um ein Joint Venture einzugehen, um gegenseitige Zugeständnisse oder ähnliches anderen Personen gegenüber zu machen, mit inbegriffen den Angestellten der Gesellschaft;

3.6 Garantien zu geben, oder Haftungsfreistellungen oder Bürgschaften zu übernehmen und Sicherheiten einzuräumen für die Erfüllung der Verpflichtungen und/oder die Zahlung von Geldern von Personen (einschließlich juristischer Personen an welchen die Gesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder einer Person (eine "Holdinggesellschaft") welche zum gegebenen Zeitpunkt eine direkte oder eine indirekte Beteiligung an der Gesellschaft hält oder einer juristischen Person an welcher eine Holdinggesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung hält und einer Person welche mit der Gesellschaft an einem Geschäft oder Unternehmen beteiligt ist), und ob eine persönliche Zusage oder eine Hypothek, eine Belastung oder ein Zurückbehaltungsrecht über einen Teil oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft, deren Eigentum oder deren Vermögen (aktuelles und zukünftiges) gewährt wird oder auf andere Weise; "garantieren" im Sinne des Artikels 3.6 beinhaltet jede Verbindlichkeit, wie auch immer bezeichnet, zu zahlen, zu erfüllen, finanzielle Mittel für die Bezahlung und Begleichung zur Verfügung zu stellen, Zahlungen im Fall des Zahlungsausfalls sicherzustellen und abzusichern oder anderweitig Schadensersatz im Hinblick auf Verschuldung oder finanzielle Verpflichtungen anderer Personen zu leisten;

3.7 persönliches Eigentum und Grundbesitz, und auch jedes Recht oder Privileg diesbezüglich zu kaufen, zu leihen, auszutauschen, zu mieten oder anderweitig zu erwerben;

3.8 persönliches Eigentum und Grundbesitz, und/oder einen Teil oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft, zu verkaufen, zu verleihen, auszutauschen, zu vermieten und darüber zu verfügen, für eine Gegenleistung, die von dem Rat der Geschäftsführer als angemessen erachtet werden, welche ganz oder teilweise Aktien, Schuldverschreibungen und andere Sicherheiten umfasst, entweder ganz oder teilweise eingezahlt, von einer Person, die (ganz oder teilweise) ähnliche Zwecke verfolgt wie die Gesellschaft; Gesellschaftsanteile, Schuldverschreibungen und andere erworbene Sicherheiten zu halten; das Eigentum und die Rechte der Gesellschaft zu verbessern, zu verwalten, zu entwickeln, zu verkaufen, auszutauschen, zu verleihen, zu belasten, zu verfügen, Optionsrechte zu übertragen, zu verwerten und auf andere Weise mit dem Eigentum und den Rechten der Gesellschaft Handel zu treiben.

3.9 alle Handlungen eines jeden Absatzes von diesem Artikel 3 vorzunehmen und zwar (a) in jedem Teil der Welt; (b) als Geschäftsherr, Bevollmächtigter, Vertragspartner, Treuhänder oder sonstiges; (c) durch oder mit einem Treuhänder, Bevollmächtigten, Unterauftragnehmer oder sonstiges; oder (d) allein oder zusammen mit einer anderen Person oder anderen Personen;

3.10 alle Handlungen vorzunehmen (inklusive des Abschlusses, der Ausführung oder der Ausübung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten einer Person), die von dem Rat der Geschäftsführer für

die Erfüllung des Gesellschaftszwecks oder für die Ausführung aller ihrer Kompetenzen als zuträglich oder zielführend erachtet werden;

STETS UNTER DER BEDINGUNG, dass die Gesellschaft keine Transaktion ohne entsprechende Erlaubnis nach Luxemburger Recht tätigt, welche eine reglementierte Tätigkeit des Finanzsektors darstellt oder welche eine Geschäftserlaubnis gemäß dem Luxemburger Recht voraussetzen würde.

**4. Dauer.** Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Zeitdauer errichtet.

#### **5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzig Millionen fünfhundertzweiundneunzigtausendvierundachtzig Euro (EUR 25.592.084,-), eingeteilt in:

- Acht Millionen fünfhundertelftausendfünfhundertsechszwanzig (8.511.526) Gesellschaftsanteile der Kategorie A1;
- Acht Millionen fünfhundertelftausendfünfhundertsechszwanzig (8.511.526) Gesellschaftsanteile der Kategorie A2;
- Acht Millionen fünfhundertelftausendfünfhundertzweiunddreißig (8.511.532) Gesellschaftsanteile der Kategorie A3 (zusammen mit den Gesellschaftsanteilen der Kategorie A1 und den Gesellschaftsanteilen der Kategorie A2, die "Gesellschaftsanteile der Kategorie A");
- Neunzehntausendeinhundertsiebenundsechzig (19.167) Gesellschaftsanteile der Kategorie B1;
- Neunzehntausendeinhundertsiebenundsechzig (19.167) Gesellschaftsanteile der Kategorie B2; und
- Neunzehntausendeinhundertsechszwanzig (19.166) Gesellschaftsanteile der Kategorie B3 (zusammen mit den Gesellschaftsanteilen der Kategorie B1 und den Gesellschaftsanteilen der Kategorie B2, die "Gesellschaftsanteile der Kategorie B"),

zu je einem Euro (EUR 1,-) (im Folgenden die "Anteile"). In der vorliegenden Satzung werden als die "Gesellschafter" die Inhaber der Gesellschaftsanteile zum jeweiligen Zeitpunkt bezeichnet und der "Gesellschafter" wird entsprechend angepasst.

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto (im Folgenden das "Aufgeldkonto") eingerichtet werden, auf welches das Aufgeld, welches für Anteile eingezahlt wird, überwiesen wird. Entscheidungen über die Nutzung des Aufgeldkontos werden von dem Rat der Geschäftsführer gemäß des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung gefällt.

5.3 Die Gesellschaft kann, ohne Einschränkung, Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen zustimmen, ohne Gesellschaftsanteile oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem oder mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen von dem Rat der Geschäftsführer gemäß des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Zweifel auszuschließen, kann eine derartige Entscheidung, muss aber nicht, einen jeden Betrag bereitstellen, der vom Kapitalanleger eingebracht wurde

5.4 Alle Gesellschaftsanteile haben die gleichen Rechte, sofern diese Satzung nichts anderes vorsieht.

5.5 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Gesellschaftsanteile zurückkaufen, zurückziehen und/oder vernichten.

5.6 Das Gesellschaftskapital kann durch Rückkauf und anschließende Vernichtung aller ausgegebenen Anteile von einer oder mehreren Kategorien von Anteilen (der "Anteilsrückkauf") in der folgenden Reihenfolge reduziert werden:

- 5.6.1 Die Gesellschaftsanteile der Kategorie B3;
- 5.6.2 Die Gesellschaftsanteile der Kategorie B2;
- 5.6.3 Die Gesellschaftsanteile der Kategorie B1;
- 5.6.4 Die Gesellschaftsanteile der Kategorie A3;
- 5.6.5 Die Gesellschaftsanteile der Kategorie A2; und
- 5.6.6 Die Gesellschaftsanteile der Kategorie A1.

5.7 Das Gesellschaftskapital kann reduziert werden durch einen Anteilsrückkauf in einer anderen Reihenfolge, angenommen dass der Rückkauf und die anschließende Vernichtung aller Anteile in einer oder mehreren Kategorien der Gesellschaftsanteile der Kategorie A vor dem Rückkauf und der anschließenden Vernichtung aller Gesellschaftsanteile der Kategorie B die Zustimmung aller Gesellschafter, welche Gesellschaftsanteile der Kategorie B halten, benötigt.

5.8 Wird ein Anteilsrückkauf wirksam, so bekommen die Anteilsinhaber solcher Anteile der Gesellschaft, welche im Wege des Anteilsrückkaufes zurückgekauft werden (die "Rückkaufanteile") den Rückkaufpreis für jeden Rückkaufanteil.

5.9 In dieser Satzung bedeutet:

5.9.1 "Zwischenabschluss" einen Abschluss der Geschäftsführer der Gesellschaft;

5.9.2 "Verfügbarer Betrag" gleich  $(W + X + Y) - Z$  wobei W, X, Y und Z die folgenden Beträge sind, welche aus dem Zwischenabschluss ohne Mehrfachzählung entnommen werden:

"W" bedeutet der Nettogewinn der Gesellschaft, der auf die gegebene Kategorie von Anteilen zurückzuführen ist, inklusive des Gewinnvortrags abzüglich der Verluste der Gesellschaft, inklusive des Verlustvortrags;

"X" bedeutet jegliches frei ausschüttbares Aufgeld und andere frei ausschüttbare Rücklagen der Gesellschaft außer solche Rücklagen, die in Y enthalten sind und, um Missverständnisse zu vermeiden, außer solches Aufgeld, welches lediglich auf andere Anteile als die Rückkaufanteile zurückzuführen ist;

"Y" bedeutet der Betrag, der im Wege des Nennwertes und des Aufgeldes auf die Rückkaufanteile eingezahlt worden ist;

"Z" bedeutet jegliche Summe, die in Übereinstimmung mit rechtlichen oder satzungsgemäßen Vorschriften in eine nicht-ausschüttbare Rücklage eingestellt oder einbehalten wird;

5.9.3 "Gesamtrückkaufsumme" die Summe, die durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer festgelegt und von der Versammlung der Gesellschafter genehmigt wird, ohne den Verfügbaren Betrag zu übersteigen;

5.9.4 "Rückkaufpreis" gleich

a) die zu zahlende Summe, die für jedes Rückkaufanteil der entsprechenden Kategorie vom Rat der Geschäftsführer festgelegt wird, vorausgesetzt, dass der gesamte Rückkaufpreis, welcher für einen Rückkauf aller Rückkaufanteile im Rahmen eines Anteilsrückkaufes zu zahlen ist, nicht den Verfügbaren Betrag übersteigt; oder

b) die Gesamtrückkaufsumme geteilt durch die Gesamtzahl der Rückkaufanteile.

## **6. Unteilbarkeit der gesellschaftsanteile.**

6.1 Die Anteile sind unteilbar.

6.2 Ein Anteil kann im Namen von mehr als einer Person registriert werden, sofern alle Inhaber eines Anteils der Gesellschaft schriftlich mitteilen, welcher von ihnen als ihr Vertreter angesehen werden soll; die Gesellschaft wird diesen Vertreter so behandeln, als sei er der alleinige Inhaber bezüglich dieses Anteils, einschließlich hinsichtlich Abstimmungen, Gewinnen und anderen Zahlungsrechten.

## **7. Übertragung der gesellschaftsanteile.**

7.1 Falls die Gesellschaft einen Alleingesellschafter hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Im Fall von mehreren Gesellschaftern ist es einem Gesellschafter nicht erlaubt, seine Anteile zu übertragen, es sei denn:

7.2.1 im Einklang mit dem Luxemburger Recht;

7.2.2 im Einklang mit diesem Artikel 7; oder

7.2.3 mit der Zustimmung des Mehrheitsgesellschafters, welcher mehr als 50% der Anteile hält (der "Mehrheitsgesellschaft").

7.3 Wenn ein Gesellschafter einer Drittperson Anteile anbietet, hat der Mehrheitsgesellschaftler das Recht, diese Anteile zu erwerben unter denselben Voraussetzungen und Bedingungen wie vom Gesellschafter angeboten. Der Mehrheitsgesellschaftler kann dieses Recht innerhalb von 15 Geschäftstagen ausüben, nachdem er von dem Gesellschafter in Kenntnis gesetzt worden ist. Der Gesellschafter kann über die Anteile verfügen, vorausgesetzt diese Verfügung findet im Einklang mit Artikel 7.2 statt, wenn der Mehrheitsgesellschaftler nicht von seinem Recht unter diesem Artikel 7.3 Gebrauch macht, aber nur unter den gleichen oder (für den gegebenen Käufer) weniger vorteilhaften Bedingungen wie jene, die dem Mehrheitsgesellschaftler mitgeteilt worden sind.

7.4 Vorbehaltlich den "Tag-Along" Bestimmungen dieses Artikels, hat der Mehrheitsgesellschaftler das Recht, Anteile an Drittpersonen zu übertragen. Anteile, die von dem Mehrheitsgesellschaftler gehalten werden, können vom Mehrheitsgesellschaftler syndiziert werden durch Übertragung an eine andere Person, vorausgesetzt der Mehrheitsgesellschaftler behält wenigstens 50 Prozent der zu der Zeit ausgegebenen Anteile nach dieser Syndizierung, aber sonst unter den im alleinigen Ermessen des Mehrheitsgesellschaftlers festgelegten Bedingungen.

### **7.5 Drag-Along**

7.5.1 Beabsichtigt der Mehrheitsgesellschaftler den Verkauf von Anteilen an eine oder mehrere Drittpersonen so dass der Mehrheitsgesellschaftler zusammen mit anderen Gesellschaftern, welche kontrolliert oder finanziert werden von Fonds geführt oder beraten von Partners Group AG oder ihm verbundenen Unternehmen ("Partners Group"), fortan weniger als 50 Prozent der Anteile halten würde (im Folgenden ein "Qualifizierter Verkauf"), sind die anderen Gesellschafter (die "Drag-Along-Gesellschafter") auf Wahl des Mehrheitsgesellschaftlers verpflichtet und verpflichten sich, ein Angebot vom Käufer des Qualifizierten Verkaufes (der "Drag-Along Käufer") anzunehmen eine pro rata Anzahl von jeder Kategorie von Anteilen, welche von den anderen Gesellschaftern gehalten werden, zu verkaufen (die "Mitverkauften Anteile").

7.5.2 Möchte der Mehrheitsgesellschaftler sein Drag-Along Recht ausüben, sendet der Mehrheitsgesellschaftler unverzüglich an jeden Drag-Along Gesellschafter eine schriftliche Mitteilung (die "Drag-Along Mitteilung"), welche, sofern bereits vorhanden, den Entwurf des Kaufvertrages der Anteile des Mehrheitsgesellschaftlers mit dem Drag-Along Käufer oder eine Zusammenfassung des Qualifizierten Verkaufes enthält, einschließlich:

(i) dem Namen und der Anschrift des Drag-Along Käufers;

(ii) dem angebotenen Kaufpreis pro Anteil;

(iii) den Zahlungsbedingungen;

(iv) allen anderen wesentlichen Bedingungen des Angebotes des Drag-Along Käufers;

(v) der vorgesehene Zeitplan für die beabsichtigte Übertragung; und

(vi) die Anzahl und Kategorie von Anteilen, die der Mehrheitsgesellschafter zu übertragen gedenkt sowie das Verhältnis dieser Anteile zu der Gesamtzahl an Anteilen, die der Mehrheitsgesellschafter hält (die "Mehrheitsgesellschafterproportion").

7.5.3 An dem den Drag-Along Gesellschaftern vom Mehrheitsgesellschafter mitgeteilten Stichtag überträgt jeder Drag-Along Gesellschafter seine Mitverkauften Anteile an den Drag-Along Käufer zu einem wirtschaftlichen Gegenwert und zu den gleichen Bedingungen wie die der Übertragung durch den Mehrheitsgesellschafter, angepasst an die von den Drag-Along Gesellschaftern gehaltenen Anteile und vorausgesetzt, es gibt keine andere Vereinbarungen, welchen die Drag-Along Gesellschafter zugestimmt haben, vorausgesetzt nur, dass der Verkaufspreis erhalten wird.

7.5.4 Dieser Artikel gilt nicht für Übertragungen an:

(vii) ein gesellschaftliches oder nicht gesellschaftliches Unternehmen, das direkt oder indirekt kontrolliert oder finanziert wird von Fonds geführt oder beraten von Partners Group;

(viii) eine Person, die kontrolliert wird von oder Verbunden ist mit Partners Group; und

(ix) einen Fonds oder ein Investmentvehikel oder eine Investmentveranlagung geführt oder beraten von Partners Group (jede solche Übertragung eine "PG Übertragung an Nahestehende Personen").

7.5.5 Zum Zwecke dieses Artikels 7.5 umfasst "Verbunden" und/oder "Verbundene Person" (i) im Bezug auf eine bestimmte Person, die kein menschliches Individuum ist, eine Person, die mit jener bestimmten Person verbunden ist im Sinne von Absatz 15 des deutschen Aktiengesetzes und (ii) im Bezug auf eine bestimmte Person, die ein menschliches Individuum ist, eine Person, die mit jener bestimmten Person verbunden ist im Sinne von Absatz 15 der deutschen Abgabenordnung.

## 7.6 Tag-Along

7.6.1 Kein Qualifizierter Verkauf kann von dem Mehrheitsgesellschaft gemacht werden ohne dass der oder die Käufer ein Angebot gemacht haben, eine pro rata Anzahl von jeder Kategorie von Anteilen, welche von den anderen Gesellschaftern gehalten werden, zu erwerben, zum wirtschaftlichen Gegenwert, zu wesentlich den gleichen Bedingungen und zur gleichen Zeit wie der Mehrheitsgesellschafter. Zu diesem Zweck wird der Mehrheitsgesellschafter an die anderen Gesellschafter (jeder ein "Tag-Along Gesellschafter") eine schriftliche Mitteilung senden, um sie über die geplante Übertragung zu informieren (die "Tag-Along Mitteilung"); bezüglich des Inhaltes einer solchen Tag-Along Mitteilung ist Artikel 7.5.2 mutatis mutandis anzuwenden.

7.6.2 Innerhalb von 15 Tagen des Erhaltens der Tag-Along Mitteilung kann jeder Tag-Along Gesellschafter den Mehrheitsgesellschafter schriftlich ersuchen, dass ein Teil seiner Anteile in jeder Kategorie von Anteilen, der der Mehrheitsgesellschafterproportion entspricht (die "Tag-Along Anteile") übertragen werden zum wirtschaftlichen Gegenwert und zu den gleichen Bedingungen wie die, die auf den Mehrheitsgesellschafter zutreffen, angepasst an die von den Tag-Along Gesellschaftern gehaltenen Anteile und vorausgesetzt, es gibt keine andere Vereinbarungen, welchen die Tag-Along Gesellschafter zugestimmt haben.

7.6.3 Falls ein Tag-Along Gesellschafter den Mehrheitsgesellschafter nicht rechtzeitig schriftlich über seine Absicht, die Tag-Along Anteile zu verkaufen, informiert, kann er den Verkauf seiner Tag-Along Anteile an den in der Tag-Along Mitteilung genannten Käufer nicht länger verlangen.

7.6.4 Falls der Mehrheitsgesellschafter Anteile in einer oder mehreren Transaktionen verkauft, die noch keinen Qualifizierten Verkauf ergeben haben und der Mehrheitsgesellschafter einer Übertragung zustimmt, die einen Qualifizierte Verkauf ergibt, haben die Tag-Along Gesellschafter das Recht zu verlangen, dass sie in die gleiche wirtschaftliche Lage gesetzt werden als hätten die Tag-Along Gesellschafter das Tag-Along Recht gemäß dieses Artikels in den vorherigen Käufen gehabt, besonders das Recht, seine Anteile in Höhe der verkauften Mehrheitsgesellschafterproportion zu verkaufen bis zum Qualifizierten Verkauf.

7.6.5 Dieser Artikel 7.6 gilt nicht für eine PG Übertragung an Nahestehende Personen.

7.7 Die Übertragung der Anteile unterliegt den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

## 8. Geschäftsführung.

8.1 Die Geschäftsführung besteht aus einem oder mehreren Geschäftsführern (im Folgenden die "Geschäftsführer"), die keine Gesellschafter sein müssen und die durch Beschluss der Gesellschafterversammlung gemäß Luxemburger Recht und den Bestimmungen dieser Satzung ernannt werden.

8.2 Sollte die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt nur einen einzigen Geschäftsführer haben, sind die auf den Rat der Geschäftsführer zutreffenden Bestimmungen dieser Satzung mutatis mutandis anzuwenden.

8.3 Sollte die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt mehr als einen Geschäftsführer haben, bilden die Geschäftsführer einen Rat der Geschäftsführer oder conseil de gérance (im Folgenden der "Rat der Geschäftsführer") und werden in zwei Kategorien aufgeteilt, einmal die "Geschäftsführer A" und einmal die "Geschäftsführer B".

8.4 Die Geschäftsführer werden von dem Mehrheitsgesellschafter schriftlich zur Ernennung vorgeschlagen.

8.5 Ungeachtet des Rechtes der Gesellschafter, einen Geschäftsführer abzurufen, hat der Gesellschafter, welcher einen Geschäftsführer zur Ernennung vorschlägt das Recht, die Abberufung dieses Geschäftsführers zu beantragen, über



welche die Gesellschafterversammlung zu entscheiden hat, jederzeit und aus jedem Grund und mit oder ohne Ankündigung.

8.6 Ein Geschäftsführer kann zurücktreten, nachdem er die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis gesetzt hat.

**9. Befugnisse der Geschäftsführer.** Der Rat der Geschäftsführer kann alle Rechtsgeschäfte und Tätigkeiten vornehmen, die wichtig oder nötig sind, um den Gesellschaftszweck zu erreichen, mit Ausnahme der Befugnisse, die ausdrücklich durch das Luxemburger Recht oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

**10. Rechtmässige Vertretung.** Gegenüber Drittpersonen wird die Gesellschaft wirksam verpflichtet durch die Einzelunterschrift des alleinigen Geschäftsführers, vorausgesetzt jedoch, dass wenn verschiedene Kategorien von Geschäftsführern ernannt worden sind von der Versammlung der Gesellschafter (der "Gesellschafterversammlung"), die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer, von denen einer ein Geschäftsführer A und der andere ein Geschäftsführer B sein muss, verpflichtet wird, oder durch die Unterschrift einer Person, die eine Vertretungsbefugnis übertragen bekommen hat, entweder von dem alleinigen Geschäftsführer, von einem Geschäftsführer A und einem Geschäftsführer B gemeinsam oder von dem Rat der Geschäftsführer.

**11. Bevollmächtigter des Rates der Geschäftsführer.** Der Rat der Geschäftsführer kann einem oder mehreren zu diesem Zweck berufenen Vertreter(n) für spezifische Aufgaben Untervollmacht erteilen und bestimmt den Verantwortungsbereich und (gegebenenfalls) die Bezahlung, die Dauer und alle anderen wesentlichen Bedingungen der Vertretung.

## **12. Geschäftsführerversammlung.**

12.1 Die Versammlung des Rates der Geschäftsführer (im Folgenden die "Geschäftsführerversammlung") kann durch einen Geschäftsführer einberufen werden. Der Rat der Geschäftsführer ernennt einen Vorsitzenden. Drittpersonen können eingeladen werden, an den Versammlungen teilzunehmen.

12.2 Der Rat der Geschäftsführer kann während einer Geschäftsführerversammlung wirksam beraten und ohne vorherige Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten Beschlüsse fassen, wenn alle Geschäftsführer schriftlich oder während der entsprechenden Geschäftsführerversammlung, persönlich oder durch einen ermächtigten Vertreter, auf die Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten verzichtet haben, oder im Ernstfall, welcher in den Beschlüssen des Rates der Geschäftsführer begründet werden muss.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann sich durch einen anderen Geschäftsführer (nicht aber durch eine beliebige andere Person) anlässlich einer Geschäftsführerversammlung vertreten lassen (im Folgenden der "Vertreter eines Geschäftsführers"), um in seinem Namen an der Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und sämtliche Funktionen auszuüben; jedoch kann ein Geschäftsführer A sich ausschließlich durch einen anderen Geschäftsführer A vertreten lassen und ein Geschäftsführer B ausschließlich durch einen anderen Geschäftsführer B. Ein Geschäftsführer kann als Vertreter für mehrere Geschäftsführer auf einer Geschäftsführerversammlung auftreten, unter der Voraussetzung, dass wenigstens die Hälfte der Geschäftsführer in persona anwesend oder vertreten sind, unter der Voraussetzung, dass wenigstens ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B anwesend oder vertreten sind (das "Quorum").

12.4 Kann das Quorum anlässlich einer Versammlung nicht festgestellt werden, wird eine Geschäftsführerversammlung mit der gleichen Tagesordnung einberufen unter Einhaltung der gleichen für die Einberufung vorgesehenen Formvorschriften und anlässlich deren die Quorumvorschrift keine Anwendung findet.

12.5 Die Entscheidungen des Rates der Geschäftsführer werden durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen. Die Stimme des Vorsitzenden ist nicht ausschlaggebend.

12.6 Ein Geschäftsführer beziehungsweise dessen Vertreter kann wirksam an einer Geschäftsführerversammlung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle Teilnehmer während der Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Eine in dieser Weise teilnehmende Person gilt als persönlich in der Sitzung anwesend, wird im Quorum mitgezählt und kann ihre Stimme abgeben. Vorbehaltlich des Luxemburger Rechts gelten alle auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigten Geschäfte, zum Zwecke der vorliegenden Satzung, als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt, ungeachtet der Tatsache, dass weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Zahl der Geschäftsführer (oder deren Vertreter) physisch an demselben Ort anwesend sind.

12.7 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (beziehungsweise dem jeweiligen Vertreter eines Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ist ordnungsgemäß und rechtskräftig, wenn er in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführerversammlung beschlossen wurde. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren ähnlichen Dokumenten bestehen, die jeweils von den betreffenden Geschäftsführern oder deren Vertretern unterschrieben wurden.

12.8 Die Sitzungsprotokolle der Geschäftsführerversammlung können unterschrieben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle beglaubigt werden durch den Vorsitzenden.

## **13. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.**

13.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme für jedes Anteil das er hält.

13.2 Ausgenommen Artikel 13.3, 13.4 und 13.5 sind Beschlüsse der Gesellschafterversammlung nur dann wirksam angenommen, wenn sie von Gesellschaftern angenommen wurden, die mehr als 50 Prozent der Anteile halten; sofern

diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung oder der ersten schriftlichen Konsultation nicht erreicht ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal mittels Einschreiben einberufen oder konsultiert, und dieser Beschluss benötigt die Mehrheit der abgegebenen Stimmen, unabhängig von der Anzahl der repräsentierten Anteile.

13.3 Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder die Verpflichtung der Gesellschafter, ihre Beteiligung an der Gesellschaft zu erhöhen, bedürfen der Einstimmigkeit der Gesellschafter.

13.4 Ausgenommen Artikel 13.3 können Beschlüsse von Satzungsänderungen (einschließlich der Verlegung des Gesellschaftssitzes) nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der Anteile halten, beschlossen werden.

13.5 Beschlüsse bezüglich der Auflösung der Gesellschaft, oder der Festlegung einer Liquidationsmethode der Gesellschaft und/oder der Ernennung von Liquidationsverwaltern werden im Einklang mit dem Luxemburger Recht getätigt.

13.6 Eine Gesellschafterversammlung kann ohne vorherige Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten abgehalten werden, wenn alle Gesellschafter auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten auf dem Schriftwege oder persönlich bzw. durch den Vertretungsberechtigten auf der entsprechenden Gesellschafterversammlung, verzichtet haben.

13.7 Ein Gesellschafter kann sich auf einer Gesellschafterversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax, E-Mail oder ähnlichem Kommunikationsmittel) bestellten Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der selbst kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

13.8 Sofern die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter hat, kann ein Beschluss der Gesellschaftsversammlung durch schriftliche Abstimmung der Gesellschafter anstelle im Wege einer Gesellschafterversammlung erfolgen, vorausgesetzt, jeder Gesellschafter hat den genauen Wortlaut der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten.

13.9 Die Mehrheitsanforderungen für die Beschlussfassung durch eine Gesellschafterversammlung sind mutatis mutandis auf die Durchführung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter anzuwenden. Falls nach Luxemburger Recht nichts anderes vorgesehen ist, sollen keine Quorum-Anforderungen für die Durchführung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter bestehen. Schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter sind in dem Moment unmittelbar wirksam gefasst, in dem der Gesellschaft Originalkopien (oder Kopien, die per Faxübertragung oder als E-Mail Anhang gesendet wurden) der Gesellschafterstimmen gemäß den Regelungen in Artikel 13.8 und den obigen Voraussetzungen von Artikel 13.9 zugehen, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben oder nicht.

13.10 Sofern die Gesellschaft nur einen Gesellschafter beinhaltet, übt dieser alleinige Gesellschafter die der Gesellschafterversammlung zugeteilten Befugnisse aus.

#### **14. Geschäftsjahr.**

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Oktober des Jahres und endet jeweils am 30. September des Jahres, vorausgesetzt, dass als Übergangsbestimmung das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am folgenden 30. September (alle Daten inbegriffen) endet.

14.2 Soweit die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss gemäß Artikel 196 des Gesetzes von 1915 wenigstens einmal im Jahr, am ersten Freitag des Monats März, um 14:00, eine Gesellschafterversammlung abgehalten werden.

#### **15. Ergebnisbeteiligung und Ausschüttungen.**

15.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, welcher in Übereinstimmung mit den anzuwendenden Bestimmungen des Luxemburger Rechts ermittelt wurde, werden 5% (fünf Prozent) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn die Rücklage einen Betrag erreicht hat, der 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft entspricht.

15.2 Vorbehaltlich des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital gemäß der entsprechenden Rechte der jeweiligen Gesellschafter durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung verkündet werden.

15.3 Die Inhaber von Anteilen haben Anrecht auf folgende feste jährliche Ausschüttungen:

15.3.1 Die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie B haben Anrecht auf eine Vorzugsdividende (die "Vorzugsdividende B") pro Gesellschaftsanteil der Kategorie B, welche täglich auflaufen wird bis zum und einschließlich des 30. September 2015 und danach auflaufen wird bis zum Ende jedes Geschäftsjahres (die "Laufperiode") bezüglich jedes Geschäftsanteils der Kategorie B, in Höhe von 9,75% pro Jahr, berechnet auf ein Jahr mit 365 beziehungsweise 366 Tagen und die Zahl der tatsächlich in dem Jahr verstrichenen Tage, der Summe von (i) dem Nennbetrag eines Gesellschaftanteiles der Kategorie B, (ii) des Aufgeldes (share premium), das zusätzlich auf diese Gesellschaftanteile der Kategorie B eingezahlt worden ist und (iii) des Betrages der aufgelaufenen jedoch nicht ausgezahlten Vorzugsdividenden B bezüglich der früheren Laufperioden.

Um Zweifel zu vermeiden: Gewinnausschüttungen und Ausschüttungen anderer frei verfügbarer Beträge werden zuerst im Bezug auf solche Vorzugsdividenden B vorgenommen. Sollten die Gewinne der Gesellschaft für das gegebene Geschäftsjahr nicht ausreichend sein, um die Vorzugsdividende B vollständig auszuzahlen, wird der fehlende Betrag vorrangig vom Gewinn der folgenden Geschäftsjahre ausgezahlt.

15.3.2 Dann haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie A1 Anrecht auf, pro rata, eine Vorzugsdividende in Höhe von 0,30% des Nennwertes der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile.

15.3.3 Dann haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie A2 Anrecht auf, pro rata, eine Vorzugsdividende in Höhe von 0,25% des Nennwertes der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile.

15.3.4 Dann haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie A3 Anrecht auf, pro rata, eine Vorzugsdividende in Höhe von 0,20% des Nennwertes der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile.

15.3.5 Dann haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie B1 Anrecht auf, pro rata, eine Vorzugsdividende in Höhe von 0,15% des Nennwertes der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile.

15.3.6 Dann haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie B2 Anrecht auf, pro rata, eine Vorzugsdividende in Höhe von 0,10% des Nennwertes der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile.

15.3.7 Dann haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie B3 Anrecht auf den restlichen Betrag oder falls die Gesellschaftsanteile der Kategorie B3 vernichtet worden sind und nicht mehr existieren, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie B2; oder falls die Gesellschaftsanteile der Kategorie B2 vernichtet worden sind und nicht mehr existieren, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie B1; oder falls die Gesellschaftsanteile der Kategorie B1 vernichtet worden sind und nicht mehr existieren, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie A3; oder falls die Gesellschaftsanteile der Kategorie A3 vernichtet worden sind und nicht mehr existieren, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie A2; oder falls die Gesellschaftsanteile der Kategorie A2 vernichtet worden sind und nicht mehr existieren, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie A1.

15.4 Um Zweifel auszuschließen: die von diesem Artikel vorgesehenen Ausschüttungen erfolgen gleichrangig (pari passu) zwischen den Inhabern der gegebenen Kategorie von Anteilen.

15.5 Sollten die oben vorgesehenen Ausschüttungen nicht erklärt oder ausgezahlt werden während einem oder mehreren Jahren, werden die festen Ausschüttungen weiterhin anfallen.

15.6 In jedem Fall können Ausschüttungen nur ausgezahlt und Anteile nur zurückgekauft werden sofern die Gesellschaft über ausschüttbare Beträge verfügt gemäß der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den anzuwendenden Bestimmungen der Satzung.

15.7 Es können Vorschüsse auf Dividenden vor Ende des Geschäftsjahres durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer anhand eines Zwischenabschlusses, welcher einen ausreichend ausschüttbaren Betrag aufweist, ausgezahlt werden, vorausgesetzt, dass (i) der Betrag, der ausgeschüttet werden soll, nicht den Betrag des seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres realisierten Gewinns, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Reserven, aber reduziert um den Verlustvortrag und um Beträge, die in die gesetzliche oder satzungsmäßige Rücklage der Gesellschaft einzustellen sind, übersteigt und dass (ii) alle derart ausgeschütteten Beträge, die nicht dem tatsächlich erzielten Gewinn der Gesellschaft entsprechen von dem /den Gesellschafter/n zurückzuzahlen sind.

## **16. Auflösung und Liquidation.**

16.1 Die Entscheidung über die Auflösung der Gesellschaft wird von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht und Artikel 13 getroffen. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter sich dazu entschließen, die Gesellschaft aufzulösen und persönlich alle Vermögenswerte und Schulden der Gesellschaft, bekannte wie auch unbekannt, zu übernehmen.

16.2 Der Restbetrag nach Zahlung aller Gebühren, Schulden, Ausgaben welche sich aus der Auflösung ergeben wird wie folgt ausgezahlt:

16.2.1 die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie B haben Anrecht auf einen Betrag in Höhe der aufgelaufenen und nicht ausgezahlten Vorzugsdividenden der Kategorie B, falls solche vorhanden sind, im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteilen der Kategorie B;

16.2.2 die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie B haben Anrecht auf die Auszahlung des Aufgeldes (share premium), welches für die Gesellschaftsanteile der Kategorie B eingezahlt worden ist, und des Nennwertes der Gesellschaftsanteile der Kategorie B;

16.2.3 die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie A haben Anrecht auf die Auszahlung des Nennwertes der Gesellschaftsanteile der Kategorie A; und

16.2.4 der Restbetrag, falls ein solcher vorhanden ist, wird an die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der Kategorie A ausgezahlt.

## **17. Interpretation und Luxemburger Gesetz.**

17.1 In der vorliegenden Satzung:

17.1.1 umfasst/umfassen:

(a) Personenbezeichnungen, welche aus Gründen der besseren Lesbarkeit lediglich in der männlichen oder weiblichen Form verwendet werden, das jeweils andere Geschlecht;

(b) Begriffe, die in der Einzahl verwendet werden, auch die Mehrzahl und vice versa, soweit sich nichts anderes aus dem Sachzusammenhang ergibt;

(c) eine "Person" bezieht sich auf ein Individuum, eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder eine Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit);

(d) eine satzungsgemäße Regelung oder gesetzliche Vorschrift beinhaltet alle Änderungen und die Wiederinkraftsetzung (mit oder ohne Änderungen) hiervon.

17.1.2 die Wörter "umfassen" und "sich auf etwas beziehen" beinhalten stillschweigend den Zusatz der Wörter "ohne Einschränkung" und allgemeinen Begriffen darf kein restriktiver Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind oder ihnen folgen, die auf bestimmte Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen, oder Beispiele, die sich auf die allgemeinen Begriffe beziehen;

17.1.3 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf ihre Interpretation oder Auslegung.

17.2 Die Gesellschaft unterliegt über diese Satzung hinaus sämtlichen anzuwendenden Vorschriften des Luxemburger Rechts und besonders dem Gesetz von 1915."

#### *Fünfter Beschluss*

Im Anschluss an die Neuformulierung der Satzung beschließt die Alleinige Gesellschafterin, dass die Geschäftsführer der Gesellschaft wie folgt bezeichnet werden:

- Herr Roland Roffler, Geschäftsführer A;
- Herr Sergio Raposo, Geschäftsführer A;
- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., Geschäftsführer B.

#### *Kosten*

Kosten und Auslagen, die für die Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstehen oder die sie aus diesem Grund zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 7.000.-.

WORÜBER URKUNDE, erstellt wurde mit Datum wie eingangs erwähnt in Luxemburg.

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den erschienenen Bevollmächtigten, welcher dem Notar bekannt ist mit seinem Namen, Vornamen, Zivilstatus und Wohnort, hat letzterer mit uns, dem amtierenden Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. SIEBENALER und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 janvier 2014. Relation: LAC/2014/2072. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.*

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 10. Februar 2014.

Référence de publication: 2014021772/1041.

(140025900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

### **HRT Lux Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 184.075.

#### — STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of the month of January.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of BP Energy America, L.L.C., a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware, having its registered seat at 1209 Orange Street, Wilmington, 19801 Delaware, registration number 08.383.596/0001-68 (the "Meeting").

The Meeting is opened by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing professionally in Esch/Alzette, who presides as Chairman.

The Chairman appoints as secretary of the Meeting, Mrs Claudia ROUCKERT, employee, residing professionally in Esch/Alzette.

The Meeting elects as scrutineer Mrs Claudia ROUCKERT, employee, residing professionally in Esch/Alzette.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following.

- a) To approve the Company's balance sheet as of 30 November 2013 (or any other date close to such date);
- b) To allocate the amount of the net assets of the Company to (i) the share capital of the Company for an amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-), represented by twenty thousand (20,000) shares, with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid-up, (ii) the legal reserve of the Company for an amount of two thousand US Dollars (USD 2,000.-) and (iii) a freely distributable share premium account for the remaining amount of the net assets;
- c) To transfer the registered office, the principal establishment and the effective place of management of the Company, from the State of Delaware to the Grand Duchy of Luxembourg, without dissolution of the Company, the legal personality of the Company being maintained, to accept the Luxembourg nationality by the Company and to submit the Company to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg;
- d) To adopt the corporate form of a Luxembourg private limited liability company under the corporate name of HRT Lux Energy S.à r.l.;
- e) To fully replace the limited liability company agreement of the Company with the articles of association presented such that those articles will comply with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg;
- f) To appoint, with effect as of the date hereof, the new members of the Company's board of managers and to determine the duration of their mandate;
- g) To establish the address of the registered office of the Company at 5, rue du Kiem L-1857 Luxembourg; and
- h) Miscellaneous.

II. The proxy of the represented sole shareholder and the number of the shares held by it are shown on an attendance list which, signed by the proxyholder and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxy of the represented sole shareholder, signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

III. It appears from the said attendance list that all the shares representing the total capital of the Company are represented at the Meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the sole shareholder has been duly informed before this Meeting.

The Chairman explains the various items of the agenda. In particular, the Chairman sets out that the Company intends to transfer its registered office, its principal establishment and its effective place of management from the State of Delaware to the Grand Duchy of Luxembourg, that such transfer has already been approved previously by the sole member of the Company through written consent and that all formalities in that respect by the laws of the State of Delaware have been complied with. He concludes that the purpose of the Meeting is to decide, under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, on the same transfer and to replace the Company's limited liability company agreement with articles of association compliant with Luxembourg law.

After deliberation, the Meeting then adopts each time unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves to approve the Company's balance sheet as of 30 November 2013.

*Second resolution*

The Meeting resolves to acknowledge that the net assets of the Company amount to Twenty-Four Million Two Hundred and Twenty-Two Thousand Four Hundred and Eighteen Dollars (USD 24,222,418).

The Meeting further resolves to allocate such net assets to (i) the share capital of the Company for an amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-), represented by twenty thousand (20,000) shares, with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid-up, (ii) the legal reserve of the Company for an amount of two thousand US Dollars (USD 2,000.-) and (iii) a freely distributable share premium account for an amount Twenty-Four Million Two Hundred Thousand Four Hundred and Eighteen Dollars (USD 24,200,418).

*Third resolution*

The Meeting resolves to transfer the place of domicile, the registered office, the principal establishment and the effective place of management of the Company from the State of Delaware to the Grand Duchy of Luxembourg, without dissolution of the Company, the legal personality of which shall be maintained.

The Meeting further resolves to approve that the Company shall accept and hereby accepts the Luxembourg nationality and that from now on the Company shall be and hereby is submitted to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

*Fourth resolution*

The Meeting resolves to adopt the corporate form of a Luxembourg private limited liability company, under the corporate name of HRT Lux Energy S.à r.l.

*Fifth resolution*

The Meeting resolves to adopt, and thereby fully replace the limited liability company agreement of the Company with, the following articles of association in English and in French, the English text prevailing in case of divergences between the English and the French text:

“ **Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 11.2 the exceptional rules applying to a one member company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law.

**Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities and assets of any kind, the rental of property and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion the Company may grant assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise to group companies as well as to any other entity that is or will be investing in group companies and to any other entity it is interested in, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes. For the purpose of this article, the notion of group shall include all parent companies of the Company, subsidiaries and entities in which the parent companies or their subsidiaries hold a direct or indirect participation (each hereafter referred to as a "Group Company").

The Company may also own any property in relation to the business of the group of companies to which it belongs, (i) rent or lease such property to any Group Company and (ii) render any management and administration services in relation to such property for the benefit of any Group Company.

The Company may in particular (a) borrow money in any form and raise funds through, including but not limited to, the issue of bonds, notes, and other debt instruments, convertible or not, within the limits of the law, including borrowing from Group Companies, (b) advance, lend or subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Group Company, with or without a security interest and (c) enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of any Group Company.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination “HRT Lux Energy S.à r.l.”

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the director or in case of plurality of directors, by a decision of the board of directors.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 - Subscribed and authorised share capital

The Company’s corporate capital is fixed at twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-), represented by twenty-thousand (20,000) shares (parts sociales), of one US Dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of share capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders’ meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Profit participation

Each share entitles its holder to a fraction of the corporate assets and profits in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 - Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.5 - Transfer of shares

In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

#### 6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 - Appointment and removal

The Company is managed by one (1) or more managers. The manager(s) need not be shareholder(s).

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. In such event each manager shall be a class A manager or a class B manager.

The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders and may be revoked ad nutum by the same.

#### 7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

#### 7.3 - Representation and signatory power

Subject to the provisions this Article 7.3, in dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one (1) class A manager and of one (1) class B manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### 7.4 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

The board of managers may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The resolutions of the board of managers shall be recorded in the minutes, to be signed by the managers and by the chairman and the secretary if any, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any manager.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at the meeting of the board of managers, and if at least one (1) class A manager and one (1) class B manager are present or represented.

In case of plurality of directors, resolutions shall be taken by a simple majority of directors present or represented, under the condition that at least one (1) class A manager and one (1) class B manager vote in favor of the resolutions.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents. The date of such resolutions shall be the date of the last signature of the managers.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 7.5 - Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 8. General shareholders' meeting.** The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 9. Annual general shareholders' meeting.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday of the month of June at 2.00 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one (1) or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

**Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.**

11.1 - Fiscal year

The Company's fiscal year starts on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December of the same year, with the exception of the first year, which shall begin on 8 January 2014 and shall terminate on 31 December 2014.

11.2 - Annual accounts

Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor (s) set-up in accordance with Article 200.

**Art. 12. Distribution of profits.** The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Within the limits as set out by law, interim dividends may be distributed upon resolution of the board of directors, at any time and once or several times during a given fiscal year, subject to the satisfaction of the following conditions:

- i. statutory accounts of the previous fiscal year must have been approved by the shareholder(s);
- ii. interim accounts not older than one (1) month preceding the distribution date must be prepared by the board of managers;
- iii. such interim dividends may only be paid out of the interim profits of the current fiscal year plus any distributable reserves, plus any profits carried forward minus any losses carried forward.

Interim dividends may be paid in cash or in kind at the discretion of the board of managers.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 14. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."



*Sixth resolution*

The Meeting resolves to set the numbers of the members of the board of managers at five (5) and to elect the following persons as members of the board of managers of the Company, with effect as of the date hereof and for an unlimited duration:

*A managers:*

1) Mr. Franke Milton Romeu, professional address at Avenida Atlântica, 1130 - 10º andar/parte - Copacabana - CEP 22021-000, in the city and state of Rio de Janeiro, Brazil, born on 26 April 1941;

2) Mr. Ricardo Bottas Dourado Dos Santos, professional address at Avenida Atlântica, 1130 - 10º andar/parte - Copacabana - CEP 22021-000, in the city and state of Rio de Janeiro, Brazil, born on 13 April 1975;

*B managers:*

1) Mr. Harald Thul, professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, born on 13 March 1972;

2) Mr. Vladimir Mornard, professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, born on 18 May 1979; and

*Seventh resolution*

The Meeting resolves to establish the address of the registered office of the Company at 5, rue du Kiem, L-1857 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Nothing else being on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

Whereof the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le huit janvier.

Par-devant Nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire de BP Energy America, L.L.C., une société constituée sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à 1209 Orange Street, Wilmington, 19801 Delaware, numéro d'enregistrement 08.383.596/0001-68 (la «Société» - l'«Assemblée»).

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, résidant professionnellement à Esch/Alzette.

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, résidant professionnellement à Esch/Alzette

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, résidant professionnellement à Esch/Alzette.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

a) Approbation de l'état financier intérimaire de la Société en date du 30 novembre 2013 (ou une autre date proche de cette date);

b) Allouer le montant de l'actif net de la Société (i) au capital social de la Société pour un montant de vingt mille dollars (USD 20.000,-), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un dollar (USD 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées, (ii) à la réserve légale de la Société pour un montant de deux mille dollars (USD 2000,-) et (iii) à un compte de prime d'émission librement distribuable pour le montant restant de l'actif net;

c) Transfert du lieu de domicile, du siège social, du principal établissement et de l'administration centrale de la Société, de l'Etat du Delaware vers le Grand Duché de Luxembourg, sans dissolution de la Société, la personnalité juridique de la Société étant maintenue, acceptation de la nationalité luxembourgeoise de la Société par la Société et soumission de la Société aux lois du Grand Duché de Luxembourg;

d) Adoption de la forme sociale d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom de HRT Lux Energy S.à r.l.;

e) Remplacement intégral de la convention cadre sur la société à responsabilité limitée de la Société par les statuts de la Société de sorte à mettre ceux-ci en conformité avec les lois du Grand Duché de Luxembourg;

f) Nomination, avec effet à la date des présentes, des nouveaux membres du conseil de gérance de la Société et détermination de la durée de leur mandat;

g) Etablissement de l'adresse du siège social de la Société au 5, rue du Kiem L-1857 Luxembourg; et

h) Divers.

II. Il a été établi une liste de présence, renseignant l'associé représenté, ainsi que le nombre de parts sociales qu'il détient, laquelle, après avoir été signée par le mandataire et par les membres du bureau de l'Assemblée, sera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le pouvoir de l'associé représenté, signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera également annexée au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à cette Assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour duquel l'associé unique a été informé avant l'Assemblée.

Le Président expose les différents points de l'agenda. En particulier, le Président expose que la Société a l'intention de transférer son siège social, son principal établissement et son administration centrale, de l'Etat du Delaware vers le Grand Duché de Luxembourg, que ce transfert a déjà été décidé antérieurement par le membre unique de la Société à travers un consentement écrit et que toutes les formalités requises à cet égard par les lois de l'Etat du Delaware ont été accomplies. Il conclut que le but de l'Assemblée est de décider, sous les lois du Grand Duché de Luxembourg, du même transfert et de remplacer la convention cadre sur la société à responsabilité limitée de la Société par des statuts conformes au droit luxembourgeois.

Après délibération, l'Assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide d'approuver l'état financier intérimaire de la Société en date du 30 novembre 2013.

*Seconde résolution*

L'Assemblée décide de prendre connaissance du fait que l'actif net de la Société s'élève à vingt-quatre millions deux cent vingt-deux mille quatre cent dix-huit dollars (USD 24.222.418,-).

L'Assemblée décide ensuite d'allouer cet actif net (i) au capital social de la Société d'un montant de vingt mille dollars (USD 20.000,-), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar (USD 1.-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, (ii) à la réserve légale de la Société pour un montant de deux mille dollars (USD 2.000,-), et (iii) pour un montant de vingt-quatre millions deux cent mille quatre cent dix-huit dollars (USD 24.222.418,-) à un compte de prime d'émission librement distribuable.

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide de transférer le lieu de domicile, le siège social, le principal établissement et l'administration centrale de la Société de l'Etat du Delaware vers le Grand Duché de Luxembourg, sans dissolution de la Société, la personnalité juridique de la Société étant maintenue.

L'Assemblée décide ensuite d'approuver que la Société doit accepter et accepte par les présentes la nationalité luxembourgeoise et qu'à compter de maintenant, la Société doit être et est par les présentes soumises aux lois du Grand Duché de Luxembourg.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'adopter la forme sociale d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom de HRT Lux Energy S.à r.l.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide d'adopter et d'ainsi remplacer intégralement la convention cadre sur la société à responsabilité limitée de la Société par les statuts suivants, en version anglaise et française, la version anglaise prévalant en cas de différences entre les version anglaise et française:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi.

**Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelques formes que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres et avoirs de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, la Société peut accorder une assistance au moyen de prêts, garanties ou par tout autre moyen aux sociétés du groupe ainsi qu'à toute autre entité qui investit ou qui investira dans des sociétés du groupe et à toute autre entité à laquelle elle s'intéresse, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet. Dans le cadre de cet article, la notion de groupe inclura toutes les sociétés mères de la Société, leurs filiales et les entités dans lesquelles les entreprises mères ou leurs filiales détiennent une participation directe ou indirecte (chacune de celles-ci étant ci-après reprise sous le vocable «Société du Groupe»).

La Société peut aussi posséder tout bien dans le cadre des affaires du groupe des sociétés auquel elle appartient, (i) louer ou louer à bail tel bien à toute Société du Groupe et (ii) fournir tout service de gestion et d'administration en relation avec ce bien pour le bénéfice de toute Société du Groupe.

La Société peut notamment: (a) emprunter des fonds sous toute forme et lever des fonds comprenant sans y être limité au moyen d'une émission de titres, obligations ou autres instruments de dette, convertibles ou non, dans les limites de la loi, y compris les emprunts des Sociétés du Groupe; (b) avancer, prêter, souscrire à ou acheter tout instrument de dette émis par toute Société du Groupe, avec ou sans sûreté; et (c) octroyer toute garantie, gage, hypothèque ou toute autre forme de sûreté dans le cadre de l'exécution de tout contrat ou obligation à charge de la Société ou d'une Société du Groupe.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: «HRT Lux Energy S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 - Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à vingt mille dollars (USD 20.000,-), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar (USD 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 - Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux profits

Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 - Indivisibilité des actions

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Le transfert de parts sociales doit s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Le transfert ne peut être opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de sa notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

#### 6.6 - Enregistrement de parts

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le Registre des Actionnaires conformément à l'article 185 de la Loi.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 - Nomination et révocation

La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

Si plusieurs gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de classe A ou de classe B.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés et est/sont révocable(s) ad nutum.

#### 7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

#### 7.3 - Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, chaque gérant aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et en toute circonstance et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

En cas de gérant unique, la Société peut être engagée par la seule signature du gérant, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### 7.4 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées générales des associés.

Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par les gérants et le cas échéant par le président et le secrétaire ou par un notaire et seront déposées dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un gérant.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance, et au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B sont présents ou représentés.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, à condition qu'au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B aient voté en faveur des dites résolutions.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance. Une telle approbation pourra tenir en ou plusieurs documents séparés.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

#### 7.5 - Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

**Art. 8. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le troisième vendredi du mois de juin à 10 heures. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif des gérants, des circonstances exceptionnelles le requièrent

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlés par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

#### **Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.**

##### 11.1 - L'exercice social

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de la même année, à l'exception de la première année qui débutera le 8 janvier 2014 et se terminera le 31 décembre 2014.

##### 11.2 - Les comptes annuels

Chaque année, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaires constitué conformément à l'article 200 de la Loi.

**Art. 12. Distribution des profits.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Dans les limites légales, des dividendes intérimaires peuvent être distribués suite à une résolution du conseil de gérance, à tout moment et une ou plusieurs fois durant un exercice social donné, lorsque sont satisfaites les conditions suivantes:

- i. les comptes statutaires de l'exercice social précédent doivent avoir été approuvés par le(s) associé(s);
- ii. les comptes intérimaires, arrêtés à une date non antérieure à un mois avant la date de distribution doivent être préparés par le conseil de gérance;
- iii. un tel dividende intérimaire peut seulement être payé sur les profits intérimaires de l'exercice social en cours plus toute réserve distribuable, plus tout bénéfice reporté moins toute perte reportée.

Les dividendes intérimaires peuvent être payés en espèce ou en nature à la discrétion du conseil de gérance.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

**Art. 14. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, le ou les associé(s) s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.»

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide de fixer le nombre de membres du conseil de gérance à cinq (5) et d'élire les personnes suivantes comme membres du conseil de gérance de la Société, avec effet à la date des présentes et pour une durée illimitée:

##### *Gérants de classe A:*

- 1) Mr. Franke Milton Romeu, résident professionnellement à Avenida Atlântica, 1130 - 10<sup>o</sup> andar/parte - Copacabana - CEP 22021-000, Rio de Janeiro, Brésil, né le 26 avril 1941; et

2) Mr. Ricardo Bottas Dourado Dos Santos, résident professionnellement à Avenida Atlântica, 1130 - 10<sup>o</sup> andar/parte - Copacabana - CEP 22021-000, Rio de Janeiro, Brésil, né le 13 avril 1975.

*Gérants de classe B:*

1) Mr. Harald Thul, résident professionnellement au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, né le 13 mars 1972; et

2) Mr. Vladimir Mornard, résident professionnellement au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, né le 18 mai 1979.

*Septième résolution*

L'Assemblée décide d'établir l'adresse du siège social de la Société au 5, rue du Kiem, L-1857 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée à la mandataire du comparant à Luxembourg, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 janvier 2014. Relation: EAC/2014/798. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014018876/536.

(140022277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2014.

**QM Partnership 5, S.e.c.s., Société en Commandite simple.**

**Capital social: EUR 5.100,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.848.

In the year two thousand and thirteen, on seventeenth day of December.

Before us Maître Francis Kessler, notary residing in 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared

QM Holdings 1 S.à r.l., having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 116468,

QM Holdings 2 S.à r.l., having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 116469,

QM Holdings 3 S.à r.l., having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 116470,

QM Holdings 4 S.à r.l., having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 116471,

QM Holdings 5 S.à r.l., having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 116462,

QM Holdings GP S.à r.l., having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 116458

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, by virtue of proxies given under private seal, which proxy shall be signed "ne varietur" by the mandatory of the appearing parties and the undersigned notary, and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

- Such appearing parties, represented as stated hereabove, declare to be the Shareholders of the company "QM Partnership 5, S.e.c.s. in liquidation", a company duly organised and existing under the laws of Luxembourg, with registered

address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under B 116848 (the "Company"), incorporated by the limited partnership agreement dated 24th of May 2006, an excerpt of which being published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C of 12 August 2006, number 1543.

- That the shareholders have taken the following resolutions:

*First resolution*

The Company is dissolved and put in liquidation as from the date of signature of this deed.

*Second resolution*

Fides (Luxembourg) S.A., a public limited liability company duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 41469, is appointed as liquidator of the Company.

Said liquidator shall enforce all claims of the Company against its debtors and shall pay all debts of the Company. The liquidator does not need to create an inventory, but may rely on the books created by the Company. For specific transactions, the liquidator may delegate its powers wholly or partly to one or several delegates. Without any limitations, the Company will be bound by the sole signature of the liquidator. Even without an explicit decision of the general meeting of the shareholders, the powers described in Art. 144, 145 of the law regarding commercial companies are conferred to the liquidator.

There being no further business, the meeting was closed.

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed is approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le dix-sept décembre.

Pardevant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU:**

QM Holdings 1 S.à r.l., ayant son siège social 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 116468,

QM Holdings 2 S.à r.l., ayant son siège social 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 116469,

QM Holdings 3 S.à r.l., ayant son siège social 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 116470,

QM Holdings 4 S.à r.l., ayant son siège social 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 116471,

QM Holdings 5 S.à r.l., ayant son siège social 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 116462,

QM Holdings GP S.à r.l., ayant son siège social 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 116458,

ici représentées par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu de procurations données sous seing privé. Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit-est, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elles sont les associés de la société «QM Partnership 5, S.e.c.s. en liquidation», société en commandite simple luxembourgeoise, ayant son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 116848 (la «Société»), constituée par acte sous seing privé en date du 24 mai 2006, dont un extrait est publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations 12 août 2006 numéro 1543.

- Qu'elles ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide la mise en liquidation de la Société avec effet à partir de ce jour.

*Deuxième résolution*

La société Fides (Luxembourg) S.A., société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 41469, est nommée liquidateur.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la Société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la Société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs énoncés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des associés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le notaire soussigné lève la séance.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante représentée comme dit ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 décembre 2013. Relation: EAC/2013/17324. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014021723/110.

(140025803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

**Quintiles Luxembourg France Holdings, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.857.531,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 165.778.

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of December,

Before Me Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Quintiles Luxembourg France Holdings, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6C rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 2,857,531 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 165.778 (the "Company").

There appeared

Quintiles Holdings, a unlimited liability company duly formed and validly existing under the laws of England and Wales, having its registered office at 500 Brook Drive, Green Park, Reading, RG2 6UU, United Kingdom and registered with the Companies House under number 02703164 (the "Sole Shareholder");

Here represented by Mr Régis Galiotto, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 2,857,531 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder through its proxy holder requests the notary to act that the agenda of the meeting is the following:



### Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by the creation and the issuance of one new share with a nominal value of EUR 1.- subject to the payment of a global share premium attached;
2. Subscription and payment by the sole shareholder of the Company, of the new share and payment of a global share premium attached, by way of a contribution in cash;
3. Subsequent amendment of article 6 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of capital; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

#### *First resolution*

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 1 (one Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 2,857,531 (two million eight hundred and fifty-seven thousand five hundred and thirty-one Euro) to EUR 2,857,532 (two million eight hundred and fifty-seven thousand five hundred and thirty-two Euro) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of EUR 1 (one Euro) with a global share premium attached of an amount of EUR 800,099 (eight hundred thousand and ninety-nine Euro) to be allocated (i) to the freely available accounting balance sheet item "premium issuance" as share premium for an amount of EUR 514,345 (five hundred and fourteen thousand three hundred and forty-five Euro) and (ii) to the unavailable accounting balance sheet item "legal reserve" of the Company, as legal reserve for an amount of EUR 285,754 (two hundred and eighty-five thousand seven hundred and fifty-four Euro) (the "New Share"), the whole to be fully paid up by the Sole Shareholder by way of a contribution in cash.

#### *Second resolution*

It is resolved to accept that the above mentioned increase of capital be subscribed by the Sole Shareholder, by way of a contribution in cash of an amount of EUR 800,100 (eight hundred thousand and one hundred Euro) (the "Contribution").

#### *Subscription - Payment*

The Sole Shareholder, through its proxy holder, declared to fully subscribe to the above mentioned increase of capital by subscribing to the New Share for an amount of EUR 1 (one Euro) and paying the global share premium attached of an amount of EUR 800,099 (eight hundred thousand and ninety-nine Euro) to be allocated (i) to the freely available accounting balance sheet item "premium issuance" as share premium for an amount of EUR 514,345 (five hundred and fourteen thousand three hundred and forty-five Euro) and (ii) to the unavailable accounting balance sheet item "legal reserve" of the Company, as legal reserve for an amount of EUR 285,754 (two hundred and eighty-five thousand seven hundred and fifty-four Euro), the whole being fully paid up by the Contribution.

#### *Evidence of the contribution's existence:*

Proof of the existence of the Contribution has been given to the undersigned notary by producing a blocked funds certificate.

#### *Third resolution*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions it is resolved to amend article 6 of the articles of association of the Company to read as follows:

" **Art. 6. Capital.** The Company's share capital is set at EUR 2,857,532 (two million eight hundred and fifty-seven thousand five hundred and thirty-two Euro) divided into 2,857,532 (two million eight hundred and fifty-seven thousand five hundred and thirty-two) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital."

#### *Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about two thousand two hundred Euros (2,200.-EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person acting through its attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation and that in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the appearing person, he signed together with us, the notary, the present original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand - Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société Quintiles Luxembourg France Holdings, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann L-5365 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 2.857.531 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165.778 (la "Société").

A comparu

Quintiles Holdings, une société à responsabilité illimitée dûment constituée et existant valablement en vertu des lois de l'Angleterre et du pays de Galles, ayant son siège social au 500 Brook Drive, Green Park, Reading, RG2 6UU, Royaume-Unis et immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 02703164 (l'"Associé Unique");

ici représentée par M. Régis Galiotto, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les 2.857.531 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été préalablement informée.

L'Associé Unique représentée par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Augmentation du capital social de la Société par l'émission d'une nouvelle part sociale d'une valeur nominale de 1.-EUR chacune soumise au paiement d'une prime d'émission globale attachée;

2. Souscription par l'associé unique de la Société, de la nouvelle part sociale et paiement de la prime d'émission globale attachée, par un apport en espèces;

3. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société en vue de refléter l'augmentation de capital de la Société; et

4. Divers.

Après que l'agenda a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

#### *Première résolution*

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 1 EUR (un Euro) pour le porter de son montant actuel de 2.857.531 EUR (deux millions huit cent cinquante-sept mille cinq cent trente et un Euros) 2.857.532 EUR (deux millions huit cent cinquante-sept mille cinq cent trente-deux Euros) par l'émission de 1 (une) nouvelle part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) avec une prime d'émission globale attachée d'un montant de 800.099 (huit cent mille quatre-vingt dix-neuf Euros) devant être affectée (i) au poste disponible du bilan "prime d'émission" de la Société en tant que prime d'émission pour un montant de 514.345 EUR (cinq cent quatorze mille trois cent quarante-cinq Euros) et (ii) à un poste indisponible du bilan "réserve légale" de la Société en tant que réserve légale pour un montant de 285.754 EUR (deux cent quatre-vingt-cinq mille sept cent cinquante-quatre Euros) (la "Nouvelle Part Sociale"), le tout devant être entièrement libérée par l'Associé Unique au moyen d'un apport en espèces.

#### *Deuxième résolution*

Il est décidé d'accepter que l'augmentation de capital susmentionnée soit souscrite entièrement par l'Associé Unique par un apport en espèces d'un montant de 800.100 EUR (huit cent mille cent Euros) (l'"Apport").

#### *Souscription - Paiement*

L'Associé Unique, représentée par son mandataire, a déclaré souscrire à l'augmentation de capital susmentionnée en souscrivant à la Nouvelle Part Sociale et à la prime d'émission globale attachée d'un montant de 800.099 (huit cent mille quatre-vingt dix-neuf Euros) devant être affectée (i) au poste disponible du bilan "prime d'émission" de la Société en tant que prime d'émission pour un montant de 514.345 EUR (cinq cent quatorze mille trois cent quarante-cinq Euros) et (ii) à un poste indisponible du bilan "réserve légale" de la Société en tant que réserve légale pour un montant de 285.754 EUR (deux cent quatre-vingt-cinq mille sept cent cinquante-quatre Euros), la totalité étant entièrement libérée par l'Apport.

#### *Preuve de l'existence de l'apport*

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire instrumentant par la présentation d'un certificat de blocage.

*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions qui précèdent, il est décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

“ **Art. 6.** Capital. Le capital social est fixé à 2.857.532 EUR (deux millions huit cent cinquante-sept mille cinq cent trente-deux Euros) divisé en 2.857.532 (deux millions huit cent cinquante-sept mille cinq cent trente-deux) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune et sont chacune entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.”

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ deux mille deux cents Euros (2.200.-EUR).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et Passé à Luxembourg, 1e jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58214. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Référence de publication: 2014021721/156.

(140025569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

**Gulf Delicatessen Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 182.065.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014024041/14.

(140028597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

**Sartcom S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4220 Esch-sur-Alzette, 20, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 184.255.

STATUTS

L'an deux mil quatorze, le vingt-neuf janvier.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1.- Monsieur Robert GORCZYNSKI, entrepreneur, né à Gdynia (Pologne), le 3 avril 1972, demeurant à PL-81066 Gdynia (Pologne), Lubawska, 8/m.2,

2.- Monsieur Tomasz ZYCH, entrepreneur, né à Gdynia (Pologne), le 23 janvier 1962, demeurant à PL-81881 Sopot (Pologne), Oskara Kolberga 18A/m.18,

3.- Monsieur Arthur PAJOR, entrepreneur, né à Cracovie (Pologne), le 27 juin 1979, demeurant à F-57240 Nilvange, 38, rue Jean Burger.

Lesquels comparants, ont déclaré constituer entre eux une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

#### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de «SARTCOM S.A.».

**Art. 2.** Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la commune du siège par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans toutefois que cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société peut établir par simple décision du conseil d'administration, toutes succursales ou établissements secondaires, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet le commerce de gros et de détail dans tous domaines d'activité, ainsi que l'import et l'export de toutes marchandises.

D'une façon générale, elle peut faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, industrielles ou commerciales, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tout autre similaire ou connexe, ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente et un mille cinq cents euros (31.500.-EUR) divisé en trois cent quinze (315) actions d'une valeur nominale de cents euros (100.-EUR) chacune.

La société pourra procéder au rachat de ses propres actions en respectant les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915.

**Art. 6.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles dont la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 7.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre.

Toutefois lorsque la société ne comportera qu'un actionnaire unique, ou lorsque les actions auront été réunies en une seule main et que ce fait aura été constaté lors d'une assemblée générale, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

La durée du mandat d'administrateur ne peut excéder six ans. Les administrateurs respectivement l'administrateur unique sont rééligibles et révocables.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président; en cas d'empêchement du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

**Art. 8.** Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux de ses membres.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation de la réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à la convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication informatique, étant admis.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par l'ensemble des administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix présents ou représentés lors de la réunion; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par les membres présents. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs avec au moins l'administrateur-délégué ou par l'administrateur unique.

**Art. 10.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

**Art. 11.** Le conseil peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le ou les membres au(x)quel(s) la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, est déléguée, porte(nt) alors le titre d'administrateur-délégué.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut conférer des pouvoirs définis ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires, de tout temps révocables, à des personnes ou agents de son choix.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société est valablement engagée comme suit:

- En cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont celle de l'administrateur-délégué, et en cas d'administrateur unique par sa signature individuelle,

ou par la signature individuelle du délégué ou préposé à la gestion journalière dans le cadre de cette gestion,

ou encore par les signatures de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été conféré, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Dans tous les cas, la signature d'un administrateur sera suffisante pour représenter la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles et révocables.

### Assemblée générale

**Art. 14.** L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Lorsque et aussi longtemps que la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Ses décisions sont consignés par écrit dans un procès-verbal.

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de mai à 15.00 heures, au siège social ou en tout autre endroit à désigner par les convocations. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Le conseil d'administration, respectivement l'administrateur unique, ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales; de telles assemblées doivent être convoquées de façon qu'elles soient tenues dans le délai d'un mois si les actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent.

**Art. 16.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication informatique, un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire. Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix. Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

### Année sociale - Répartition des bénéfices

**Art. 17.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels conformément aux dispositions légales. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les opérations de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

**Art. 18.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut verser des acomptes sur dividendes dans les conditions prescrites par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 19.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts. Lors de la dissolution, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et émoluments.

### Disposition générale

**Art. 20.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### Dispositions transitoires

La première année sociale commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2015.

#### Souscription et libération

Les comparants préqualifiés ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- Monsieur Robert GORCZYNSKI, préqualifié, cent cinq actions . . . . .	105
2.- Monsieur Tomasz ZYCH, préqualifié, cent cinq actions . . . . .	105
3.- Monsieur Arthur PAJOR, préqualifié, cent cinq actions . . . . .	105
TOTAL : trois cent quinze actions . . . . .	315

Les actions ont été libérées à raison de vingt-cinq pourcent (25%) par des versements en numéraire de sorte que la somme de sept mille huit cent soixante-quinze euros (7.875.-EUR) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant moyennant certificat bancaire.

La libération intégrale doit être effectuée sur première demande de la société.

Les actions resteront nominatives jusqu'à leur libération intégrale.

#### Déclaration

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges qui incombent à la société et mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 1.200.-€.

#### Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - a) Monsieur Robert GORCZYNSKI, entrepreneur, né à Gdynia (Pologne), le 3 avril 1972, demeurant à PL-81066 Gdynia (Pologne), Lubawska, 8/m.2,
  - b) Monsieur Tomasz ZYCH, entrepreneur, né à Gdynia (Pologne), le 23 janvier 1962, demeurant à PL-81881 Sopot (Pologne), Oskara Kolberga 18A/m.18,
  - c) Monsieur Arthur PAJOR, entrepreneur, né à Cracovie (Pologne), le 27 juin 1979, demeurant à F-57240 Nilvange, 38, rue Jean Burger.
- 3) Est nommé aux fonctions d'administrateur-délégué, Arthur PAJOR, préqualifié.
- 4) Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, la société à responsabilité limitée PME XPERTISE, ayant son siège social à L-5244 Sandweiler, 2b, Ennert dem Bierg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 100.087.
- 5) Les mandats des administrateurs, administrateur-délégué, et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2020.
- 6) L'adresse du siège social est fixée à L-4220 Esch-sur-Alzette, 20, rue de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Hesperange en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec nous, notaire le présent acte.

Signé: Gorczyński, Zych, Pajor, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 janvier 2014. Relation: LAC/2014/4819. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 7 février 2014.

Référence de publication: 2014021778/181.

(140025406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

### Hubs S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3313 Bergem, 73, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 143.813.

L'an deux mille treize.

Le quatre décembre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

Ont comparu:

1. - Madame Françoise DI BETTA, directrice commerciale, née à Hayange (France), le 02 avril 1958, demeurant à F-57050 Lorry les Metz, 71, Grand-rue;

2. - Monsieur Stephan BÖHMIG, informaticien, né à Vienne (Autriche), le 12 juin 1967, demeurant à F-57970 Yutz, 11, Daniel Morelon.

Lesquels comparants déclarent être, suite à une cession de part tenue sous seing privés en date du 20 décembre 2011, dont un extrait a été publié au Mémorial C numéro 400 du 15 février 2012, les seuls associés de la société à responsabilité limitée HUBS S. à r.l., avec siège social à L-3850 Schifflange, 27, avenue de la Libération,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 143.813,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 08 décembre 2008, publié au Mémorial C numéro 143 du 22 janvier 2009,

dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 15 juin 2011, publié au Mémorial C, numéro 1885 du 17 août 2011

dont le capital social de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune est réparti comme suit:

1.- Madame Françoise DI BETTA, prénommée, QUATRE-VINGT-DIX PARTS SOCIALES . . . . .	90
2.- Monsieur Stephan BÖHMIG, prénommé, DIX PARTS SOCIALES . . . . .	10
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES . . . . .	100

Lesquels comparants prient le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

1. - Le siège social est transféré de son adresse actuelle L-3850 Schifflange, 27, avenue de la Libération à L-3313 Bergem, 73, Grand-rue de sorte que l'article trois (3) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

**Art. 3.** "Le siège social de la société est établi à Bergem."

2. Les comparants décident d'étendre l'objet social de la société de sorte que l'article deux (2) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

**Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation d'un commerce, notamment l'organisation de manifestations commerciales, la création, l'édition publicitaire sous quelques formes que ce soit, la représentation commerciale, la commercialisation de produits biologiques ainsi que des compléments alimentaires et biologiques.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Di Betta, Böhmig, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16055. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014022769/47.

(140027011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2014.

---

**Monceau Fleurs International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.120.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 28 février 2013, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Géraldine Schmit, administrateur de catégorie B, avec adresse professionnelle 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Christophe Davezac, administrateur de catégorie B, avec adresse professionnelle 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Laurent Amar, administrateur A, avec adresse au 37, rue de Prony, 75017 Paris, France

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 30 septembre 2013 et qui se tiendra en 2014;

2. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de READ S.à r.l., avec siège social au 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 30 septembre 2013 et qui se tiendra en 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 février 2014.

Référence de publication: 2014023563/21.

(140028395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

---

**HG Roosevelt (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 168.830.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2014024068/14.

(140029169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

---

**HGR Patton (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 168.745.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2014024070/14.

(140029190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

---